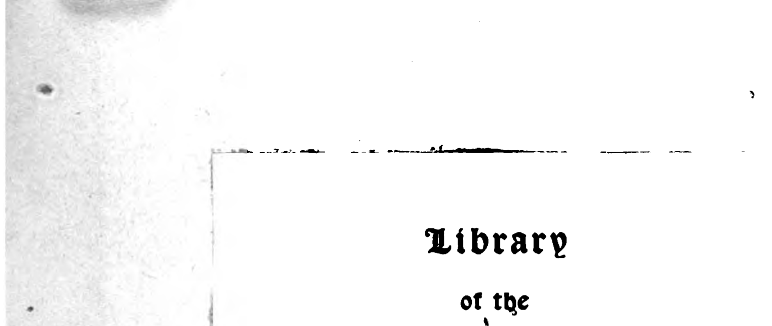






LE GÉNÉRAL GALLIENI

Il a été tiré de cet ouvrage 50 exemplaires numérotés à la presee :

10 sur papier du Japon (Nos 1 à 10);

40 sur papier de Hollande (Nos 11 à 50).



(*Photo H. Manuel.*)

GÉNÉRAL GALLIENI

JUDITH CLADEL

LE GÉNÉRAL GALLIENI

Préface de GABRIEL HANOTAUX

DE L'ACADÉMIE FRANÇAISE

AVEC UN PORTRAIT



LIBRAIRIE MILITAIRE BERGER-LEVRAULT

PARIS — 5-7, RUE DES BEAUX-ARTS

NANCY — RUE DES GLACIS, 18

1916

A MON FRÈRE

MARIUS CLADEL

Au Front.

Avril 1916.

PRÉFACE

Voilà des années déjà, j'eus l'honneur de donner quelques pages d'introduction au livre du général Gallieni : Neuf Ans à Madagascar ; *aujourd'hui, c'est la vie même du général, écrite par une femme qui avait, auparavant, consacré son talent aux plus nobles questions de l'art, que je présente au public. Ainsi, l'existence si pleine d'un de nos grands chefs évoque ces deux magnifiques pages de notre histoire : l'expansion coloniale et la guerre de 1914. C'est toute une époque, c'est toute une épopée.*

L'expansion coloniale a été, pour la France, un premier et magnifique relèvement. L'âme de la nation, vaillante et civilisatrice, apparut, dès lors, fidèle à elle-même. Le roi des Belges, Léopold, me disait un jour : « Mais qu'allez-vous donc chercher en Afrique ? — Sire, lui répondis-je, des soldats. »

Pour y trouver des soldats, ce sont des soldats que nous y envoyions, ces admirables officiers et

sous-officiers qui encadraient nos troupes noires et que nous retrouvons aujourd'hui. On sentait qu'il fallait entraîner et tenir en haleine cette élite dont, un jour, la France pourrait avoir besoin. Au lieu de comprimer ces énergies ardentes dans le bouillonnement de nos querelles intérieures, on les répandait au loin; ils s'habituaient à faire la France plus grande; ils apprenaient à dominer les choses et à conduire les hommes; ils éduquaient en eux les réflexes fermes et souples de l'action.

L'heure venue, la France les a retrouvés : ils s'appellent Joffre, Gallieni, Gouraud, Lyautey, Marchand, Franchet d'Esperey, Roques, Largeau, Mangin, Baratier; il faudrait des pages pour les nommer tous.

Quelle joie, pour ceux qui ont connu et aimé la pléiade de ces jeunes gens, héros du Tonkin, de Madagascar, de l'Afrique occidentale, — quelle joie de les retrouver toujours vaillants, mais mûris, expérimentés, graves, rompus par la pratique des grandes choses à la conduite de la grande guerre!

Gallieni est au premier rang. Depuis 1870 jusqu'à 1916, il a toujours été sur la brèche. Ses

pas sont inscrits partout sur le sol de la planète. Le Sénégal, le Fouta-Djallon, l'Indo-Chine, Madagascar, ont connu cette volonté créatrice et organisatrice : et quand l'autorité acquise ramena en France le chef éprouvé, Lyon le conduisit à Paris.

Le cardinal de Richelieu dit, dans son Testament Politique : « Il faut, dans les affaires, des hommes de grande autorité pour que, à leur ombre, beaucoup d'autres s'y embarquent. » Quand, en 1914, le Gouvernement ayant pris la grave résolution de se rendre à Bordeaux, il fallait, à Paris, un homme « de grande autorité », Gallieni fut désigné. Et ce fut comme un sursaut de confiance dans Paris et dans toute la France. Gallieni lança sa brève proclamation : « La ville se défendra », et la consigne, reçue par tous, fut entendue et comprise par l'ennemi...

Nous saurons, un jour, le rôle joue par le Gouverneur de Paris dans ces fameuses rencontres où se décida l'offensive de la Marne.

La République offrit ce spectacle admirable de l'union étroite et confiante des chefs pour le salut du pays. Dubail, Castelnau, Sarrail, Langle de Cary, Foch, Franchet d'Esperey, Maunoury, tous

donnèrent ensemble à plein collier. Le soldat fut le vainqueur, mais les grands chefs surent le comprendre, diriger son élan et sa foi. Joffre, ferme comme un roc, dominait ces heures et saisissait la victoire : Gallieni, plein de vigilance et de perspicacité, la lui présentait.

Magnifiques rencontres et que rien n'égale dans l'histoire de la Liberté !

Le Gouverneur de Paris devint le ministre de la Guerre. Toujours calme, réfléchi, clairvoyant, perspicace, toujours lui-même, il reprit la tâche commencée par Millerand et, quand sa santé fléchit, la remit à un homme qui est aussi un colonial, un homme de Madagascar, le général Roques. C'est donc toujours la même école, la même volonté, la même tradition. Ils se transmettent les uns aux autres le flambeau.

Et puisque les étapes d'une si belle vie me ramènent vers la grande Ile africaine, on me permettra de raconter ici le trait d'un ancêtre : il s'agit du vainqueur de Madagascar, le général Duchesne.

Depuis le jour où il est entré à Tananarive, le général Duchesne a pris des années, mais il n'a

rien perdu de son énergie et de son ardeur. Quand la guerre de 1914 éclata, il offrit ses services au ministre de la Guerre; mais on pensa que ses forces le trahiraient et on le laissa dans la retraite. Il se morfondait. Un jour, il lut, dans le Journal officiel, *une note faisant savoir que les anciens soldats voulant reprendre du service n'avaient qu'à se présenter à un certain bureau de l'Hôtel des Invalides. Le général se rendit aux Invalides et, perdu dans la foule, il fit queue comme les autres. Mais il ne pouvait passer inaperçu. Vite, on le reconnut; les vieux briscards, qui avaient servi sous ses ordres, se rangeaient, s'effaçaient, portaient la main au képi; on le laissait passer; il avançait; il se trouva près du bureau. « Et vous, que voulez-vous? dit le plumitif sans lever les yeux. — Reprendre du service, répondit le général aux cheveux blancs. — Vous avez été soldat? — Oui. — Aviez-vous un grade? — Oui. — Quel grade? — J'ai eu tous les grades », avoua le candidat. Alors le plumitif leva la tête; il entendit qu'on lui soufflait : « C'est le général Duchesne. » Il comprit, se leva précipitamment et dit, la main au képi : « Mon général, cela n'est plus de ma compétence. Adres-*

sez-vous au ministre. » Et le genéral, découragé, s'en alla, en maugréant : « Ah ! je le connais, il ne voudra pas, lui non plus. C'est un de mes amis. »

Le Général ministre de la Guerre, c'était le général Gallieni... Et les voilà, soit dans l'activité, soit dans la retraite, ces hommes de Madagascar !

GABRIEL *HANOTAUX,*
de l'Académie Française.

LE GÉNÉRAL GALLIENI

CHAPITRE I

LA BATAILLE DE LA MARNE

C'était à la fin du mois d'août 1914. L'angoisse accablait Paris sur qui se ruaient les armées allemandes; mais, malgré le péril, Paris restait calme, courageux et beau plus que jamais sous la brûlante lumière de l'été.

Cependant, la ville se sentait insuffisamment défendue, sans connaissance des hommes chargés de sa sécurité; elle tremblait pour ses merveilles et pour la France entière; des nouvelles précipitées de victoires et de défaites la jetaient, dans la même journée, en des alternatives affolantes d'espoir et de détresse.

Le 26, on apprend le remaniement du ministère Viviani et la nomination du général Gallieni au poste de Gouverneur militaire de Paris. Aussitôt, la confiance renaît. Dans le nouveau ministère prennent place des travailleurs éprouvés et d'esprit rassis. Quant à Gallieni, c'est un de nos généraux les plus réputés, c'est « l'homme de Madagascar ».

« Avec celui-là, pense le bon peuple, l'Allemagne, quoi qu'elle en ait, n'escamotera point la capitale comme une simple muscade. Ses armées, pareilles à un bras immense dont le coude pivoterait sur Metz, ont beau balayer tout le nord et l'est de la France en arc de cercle, la main vorace, déjà prête à lancer son grappin sur nous, recevra, à coup sûr, à l'heure qu'il faut, une tape pas ordinaire et, mettant la chose à profit, nos braves troupes, bandées contre le bras du monstre, y pratiqueront quelque saignée calmante au bon endroit. »

L'instinct populaire voyait juste.

Le 2 septembre, le Gouvernement partait pour Bordeaux. Le ministre de la Guerre, Millerand, manda Gallieni : « Défendez Paris, lui dit-il. Luttez jusqu'au bout; je vous couvrirai. »

Le 3, le général adressait aux Parisiens cette proclamation devenue fameuse :

« Armée de Paris,
« Habitants de Paris,

« Les membres du Gouvernement de la République ont quitté Paris pour donner une nouvelle impulsion à la défense nationale.

« J'ai reçu le mandat de défendre Paris contre l'envahisseur.

« Ce mandat, je le remplirai jusqu'au bout.

« GALLIENI. »

Point n'eut-il besoin d'ajouter, comme il fit, jadis, dans une adresse aux Malgaches : « Et, vous le savez, ce que je dis, je le fais. » Paris en était certain.

Le Gouverneur aura d'autant plus de mérite à ne pas tromper cette attente qu'au moment même un grand deuil le frappait, dans la personne de Mme Gallieni. Aux jours les plus tragiques de cette guerre, lorsque le premier devoir des chefs est de conserver calme leur âme et lucide leur esprit, combien d'entre eux

n'auront-ils pas à surmonter les affres de la douleur individuelle, pour ne songer qu'au salut public : c'est Gallieni, perdant une compagne de trente ans, à l'heure qu'il faut sauver Paris; c'est Sarrail, atteint du même coup, pendant qu'à la tête de l'héroïque IIIe armée il tient en échec les colonnes du Kronprinz; c'est Castelnau mutilé de ses deux fils, tandis qu'il défend, avec l'ardent concours du général Léon Durand, la ligne de la Mortagne et le Grand Couronné de Nancy; c'est Foch qui voit tomber un fils et un gendre, pendant qu'il bat les Allemands en Champagne et culbute la Garde prussienne dans les marais de Saint-Gond; c'est d'Amade et Maud'huy que les divinités guerrières dépouillent chacun d'un enfant.

Chez Gallieni, suivant une immuable habitude, l'acte a précédé la parole.

Dès son arrivée à la place de Paris, il a mené avec la dernière énergie les travaux de défense du camp retranché, intelligemment secondé par le général Clergerie, chef d'état-major du Gouvernement militaire, et par le colonel Girodon. Là, comme ailleurs, trop

confiante dans le génie débrouillard de ses hommes et dans sa propre vivacité, la France n'est pas prête. Il faut donner le coup de collier en pleine tempête.

Sur l'ordre du Gouverneur de Paris, des milliers de soldats et d'ouvriers fouillent la terre à quarante kilomètres autour de la capitale, creusent des tranchées, tassent des remblais, tressent des fils de fer barbelés, lancent les réseaux des télégraphes et des téléphones. Des centaines de pièces d'artillerie, prises à nos ports et à nos forts, viennent se tapir dans les ouvrages fortifiés. Les munitions, les approvisionnements s'entassent.

Une armée d'opération, la VI[e], est réclamée par Gallieni, créée, dès le 27 août, sous les ordres directs du général Maunoury et sous le commandement en chef du Gouverneur qui la charge de couvrir Paris. Mais ce n'est pas un instrument passif que la volonté de Gallieni vient de forger, ce n'est pas une palissade humaine qu'il dresse devant les obusiers de l'ennemi, c'est une armée de choc, qu'un mot lancera en avant, c'est la réserve suprême qui, parfois, décide du sort des grandes batailles, à

l'heure où les forces combattantes sont prêtes à fléchir.

Tout d'abord, devant l'insuffisance des moyens de défense du camp retranché, on a pensé à déclarer Paris ville ouverte. Mais certains membres du Gouvernement et Gallieni se sont opposés à laisser, par ce coup, la France livrer son cœur en otage, son armée à la démoralisation, ses alliés à la dépréciation de sa valeur militaire et à combler ainsi les espoirs des stratèges d'outre-Rhin : « Avec Paris, a écrit le général von Bernhardi, la France vit et tombe et il n'est pas probable qu'après sa chute la province résiste victorieusement. »

Ce n'est plus par des murs et des canons qu'on défend une ville, c'est par la puissance d'action des masses opérantes et c'est toute notre armée qui protège Paris à distance. Le mandat du Gouverneur militaire exige qu'il seconde l'effort du généralissime en manœuvrant les troupes directement placées sous ses ordres...

Nous sommes au 4 septembre. Les hordes prussiennes ont atteint Compiègne et Chan-

tilly, brûlé et pillé Senlis; leur torrent de mort descend sur Meaux et La Ferté-sous-Jouarre.

Dans la soirée du 3, les officiers d'état-major du Gouverneur ont observé que l'aile droite allemande semble abandonner la direction du sud-ouest, pour orienter sa marche au sud-est. Le général Gallieni en avertit aussitôt le général Joffre par téléphone.

Tous deux se connaissent à fond. De 1900 à 1903, Joffre a participé à la pacification de Madagascar. Gallieni, alors Gouverneur général de la grande Ile, signala, en des termes chaleureux, la part prise à l'aménagement de la colonie par ce collaborateur hors de pair, « chef militaire de premier ordre, organisateur à l'indomptable énergie ».

Dans cette journée où la certitude de la victoire précipite le déferlement des armées du Kaiser, il faut trouver, pour le salut de la France et du monde, le trait de génie qui va enchaîner l'invasion triomphante et bousculer l'ennemi ivre de puissance et de gloire, mais en faute.

Qui nous dira plus tard les méditations des chefs dont les décisions allaient régler le sort

de l'univers ? Qui nous dira ces apartés montés au pathétique suprême sous la pression des événements ? Ces monologues où les mots sont des hommes, les phrases des armées, les idées la vie ou la mort des peuples, l'inspiration la foi dans le triomphe du Droit menacé ?

Le généralissime a d'abord décidé de reculer jusqu'à la Seine, pour échapper à la pression de l'ennemi, et de faire descendre ses troupes, afin qu'elles s'y fortifient, sur la ligne générale Pont-sur-Yonne—Joinville par Nogent-sur-Seine et Arcis-sur-Aube ; mais on découvrirait ainsi Paris à qui Gallieni a donné sa parole. Il faut donc attaquer plus haut.

La droite allemande, commandée par le général von Kluck, sans cesse renforcée en énorme massue au bout du bras gigantesque, s'infléchit décidément vers le sud-est. Paris, on y reviendra plus tard. Le plan des Teutons semble être de pourchasser, avant tout, l'armée française, de la briser, d'en coincer les morceaux contre la frontière suisse, comme on fit, en 1870, de l'armée de Bourbaki, ou bien de la cerner, pour un définitif désastre, entre les masses d'hommes et de canons qui dévalent

par la trouée de Neufchâteau et par la Champagne. Cet espoir paraît facile à réaliser contre des bataillons en retraite, épuisés, moralement déprimés, sans doute, et dont certains sont en pleine débandade. On y compte bien, on y compte trop. On néglige donc Paris. On dédaigne les surprises qu'il peut dissimuler. Le méthodisme germanique pénètre mal le secret du tempérament français; il méconnaît la vigueur des chocs en retour que peut délivrer, quand on l'attaque, le peuple le plus résolu à la paix.

Cette guerre, c'est la lutte du nerf contre le muscle, du génie d'improvisation contre le génie d'organisation.

Von Kluck présente le flanc droit, sans que son orgueil allemand lui laisse soupçonner que, peut-être, le Français, cet être qu'il juge essentiellement inconséquent, tient cachées quelque part des forces en réserves. Il a tout prévu, sauf le coup de maître, cependant probable de la part de cette France qui a dominé l'Europe par ses talents militaires. L'armée Maunoury a été si rapidement constituée que l'ennemi en

ignore l'existence. Et voilà la revanche du destin, l'issue offerte au plus intelligent. L'Allemagne en armes s'engouffre dans le couloir de Paris à Verdun, avec sa brutalité inconsidérée. Contre sa droite, contre cette muraille mouvante, Gallieni lance en coup de bélier notre VIe armée. Alors, profitant de la surprise de l'envahisseur qui, sans doute, va chanceler sous la poussée, ce sera l'heure de faire reprendre à nos troupes en retraite l'offensive générale.

Joffre sent qu'il peut demander cette inouïe volte-face à sa magnifique armée, son armée de braves gens. Il est, lui, d'une ténacité de fer; il sait que ses hommes, tendus par la foi dans leur grande cause, seront de fer comme lui.

Il est circonspect aussi, il pèse les chances et les forces en jeu. Mais Gallieni joint à la froideur du tacticien le coup d'œil du stratège, la brûlante inspiration de l'artiste. Il le presse, le pousse à saisir au vol l'instant propice. Dans la journée du 4, ils ont trois entretiens par téléphone.

Jusqu'ici, en son mouvement de descente, l'armée française flottait devant les lignes enne-

mies comme la corde détendue d'un arc. Le haut commandement allemand se flatte que nulle main n'est assez puissante pour retendre cette corde et décocher la foudroyante offensive. Cette main existe : celle de Joffre; elle va enrayer le recul, souder les hommes au sol, puis les précipiter en avant.

Il y en a une autre, celle de Gallieni, dont on a pu dire exactement que c'est elle qui planta le clou où s'est fixée, pour se bander à nouveau, la corde de l'arc français.

Merveilleuse rapidité de conception et d'exécution chez les deux chefs !

Dès le 5, à midi, sur les ordres du Gouverneur, datés du 4, au matin, la VIe armée, dite de Paris, qui sent derrière elle, excitant suprême ! la ville immortelle, sa ville, pour qui il faut mourir — et vaincre, — la VIe armée s'ébranle des environs de Dammartin, dans la direction de l'Ourcq, vers l'est, s'en va taper dans la droite du général von Kluck.

C'est le point de cristallisation de l'effort.

Le chef des Germains reste d'abord incrédule devant la manœuvre française d'une audace folle, mais si sage ! inédite, jusqu'ici, aurait-il

dit, dans les fastes de l'histoire militaire. Puis, ne pouvant plus douter, il s'efforce d'y parer d'un sursaut prodigieux. Il lui faut rappeler le gros de ses troupes qui poussent vers le sud et changer de front sous les canons de Maunoury. Obéissant avec une admirable discipline, elles viennent affronter notre VIe armée. Elles menacent même de la déborder sur la gauche. Gallieni ramasse alors tout ce qui reste d'hommes dans le camp retranché, les expédie à Maunoury qui reprend la charge en avant. Et, cette fois, l'Allemand lâche pied et recule; il recule au plus vite : le coup de boutoir a porté.

Le 4 septembre, au soir, Joffre a prescrit l'offensive générale.

Tous nos régiments, ce rempart de chair humaine tendu de Paris aux Vosges, ces hommes qu'ont harassés des marches formidables, la faim, la soif, le soleil torride, l'amertume de la reculade, tous oublient leur misère au premier souffle de l'espoir. Un flot d'enthousiasme gonfle ces millions de cœurs. La fureur sacrée brûle le sang de ces soldats. Au geste de leurs généraux, ils foncent sur l'envahisseur stupéfié, ils le heurtent, le bousculent, le poursuivent...

Pour la première fois, peut-être, l'Histoire enregistre un aussi vaste phénomène d'héroïsme en masse, la bravoure individuelle, la bravoure de l'être d'élite, s'incarnant dans la multitude, transformant la foule anonyme en un peuple de preux. Comme soulevée par l'âme agissante de ses chefs, l'armée française s'immortalise. Elle s'élance en murmurant les paroles du message de Joffre, grave comme le sacrifice même, beau comme une épigramme de la Grèce antique :

« Au moment où s'engage une bataille d'où dépend le salut du pays, il importe de rappeler à tous que le moment n'est plus de regarder en arrière; tous les efforts doivent être employés à attaquer et à refouler l'ennemi. Une troupe qui ne peut plus avancer devra coûte que coûte garder le terrain conquis et se faire tuer sur place plutôt que de reculer.

« Dans les circonstances actuelles, aucune défaillance ne peut être tolérée. »

On voit alors le Gouverneur de Paris courir, avec la flamme d'un capitaine de vingt-cinq ans, de quartier général en quartier général, distribuer ses ordres, exciter la détermination

des officiers par sa brève et mâle parole, ranimer l'élan de l'armée anglaise qu'ont désemparée la retraite et les échecs, et qui n'éprouve encore qu'une insuffisante confiance dans nos qualités guerrières. Il va la presser de marcher en avant, pour se lier avec les Ve et VIe armées; il fait expédier des centaines de pièces d'artillerie qui débarquent sur le champ de bataille en plein combat et viennent y cracher la mort parmi les masses débordantes de l'étranger; il envoie à Maunoury les renforts suprêmes rassemblés avec une rapidité foudroyante et, même, pour aller plus vite, il réquisitionne tous les taxi-autos de Paris, y entasse des milliers d'hommes, ainsi transportés en quelques heures sur les rives de l'Ourcq.

Dès le 7 septembre, le front français, de la Seine aux Vosges, commence à remonter vers le nord. Le long collier d'hommes jeté sur les épaules de la France et où brille en joyaux la valeur des chefs, ne sera pas rompu par la main de l'ennemi.

Le recul de von Kluck, son brusque retour vers le nord a fait craquer l'unité du front

allemand. Dans la retraite, ses masses compactes se descellent. Par leurs fissures, de toute part, nos bataillons se précipitent en torrent. Ce sont ceux de French et de Franchet d'Esperey qui franchissent la Marne, ceux de Foch qui changent la retraite prussienne en débâcle dans les plaines et les marais de la Champagne, ceux de Langle de Cary et de Sarrail qui ébranlent de leurs secousses les contingents ennemis descendus de Belgique en masses formidables sous les ordres du Kronprinz, ceux de Castelnau qui rejettent au delà du Grand Couronné les soldats du Kaiser.

Le 12 septembre, au soir, se terminait la bataille d'une semaine, la bataille de la Marne, c'est-à-dire un de ces remous d'humanité à défaut desquels, sept ou huit fois, au cours de l'histoire universelle, la face du monde eût été changée; la bataille de la Marne, aussi grande, plus grande, peut-être, que la bataille des Champs Catalauniques où les légions d'Aetius arrêtèrent les hordes d'Attila; plus grande que la bataille de Poitiers qui sauva l'Europe du joug de Mahomet; que la bataille livrée par

Sobieski sous les murs de Vienne, sans laquelle l'Islam débordait sur le monde aryen; plus grande que la bataille de Waterloo où, dans le fracas du rêve napoléonien écroulé, s'inaugura sourdement la rivalité de l'Angleterre et de la Prusse; enfin, la plus grande bataille de tous les temps.

C'est ce qu'on a nommé le miracle de la Marne, véritable miracle, en effet, d'intelligence et d'énergie de la part de ceux qui commandèrent, miracle de courage et d'abnégation de la part de ceux qui obéirent.

Dans la journée où il fut conçu, dans la journée du 4 septembre 1914, anniversaire de l'inauguration de la troisième République Française, les généraux républicains ont sauvé la France et le monde de l'impérialisme germanique.

CHAPITRE II

CAMPAGNES DU SOUDAN

(1879-1881 — 1886-1888)

La jeunesse de Gallieni. — La guerre de 1870. Captivité en Allemagne.

Joseph-Simon Gallieni est fils de soldat. Son père commandait, comme capitaine, la garnison française du Val d'Aran, la vallée d'Espagne où la Garonne prend sa source. Né le 24 avril 1849, à Saint-Béat, au pied des Pyrénées, d'une famille d'origine corse, il est doublement montagnard, ce qui équivaut à un certificat de caractère. La rude nature de nos provinces pyrénéennes a façonné l'âme de beaucoup de nos grands soldats. Tout le monde sait, aujourd'hui, que le général Joffre appartient à la Catalogne française.

Gallieni vécut sa prime jeunesse dans la maison paternelle, abritée, toute simple et

paisible, en un coude de la route d'Espagne. Cet adolescent grand, mince et blond, était sérieux, réfléchi, passionné de lecture. Élevé dans l'amour du métier militaire, il nourrissait en silence le rêve de devenir explorateur.

Les courses de montagne fortifièrent ce rêve, en développant, dans cette jeune nature d'ardeur concentrée, le goût de l'imprévu, la joie de vaincre l'obstacle, l'émoi de quelque péril, l'ivresse de sentir croître ses forces physiques et morales jusqu'à la soif de l'idéal et à la certitude de l'atteindre. Cependant, autour de lui, les sites superbes lui prodiguaient, du haut de leur majesté, des conseils de calme et de modestie.

Il fit ses études au collège militaire de La Flèche, où il fut le condisciple du poète Jean Richepin. Il s'y montra particulièrement doué pour les sciences. Entré à Saint-Cyr en 1868, il en sortit dans l'arme qui devait le mettre à même de suivre sa vocation de colonisateur, l'infanterie de marine, le 15 juillet 1870, exactement le jour de la déclaration de guerre.

Deux mois après, il prenait part, comme

sous-lieutenant au 3e régiment, au drame de Sedan, ou, du moins, à l'un de ses épisodes les plus populaires, celui de la Maison des Dernières Cartouches qu'illustre le tableau fameux d'Alphonse de Neuville. Il fut de cette poignée de jeunes braves, placés sous les ordres du commandant Lambert, qui, cernés par un détachement de Bavarois, dans une bicoque du village de Bazeilles, s'y défendirent jusqu'à leur dernier coup de fusil. Faits prisonniers, ces héros furent envoyés en Allemagne. La biographie d'un homme illustre contient toujours de ces coïncidences que, plus tard, la valeur de celui qui les vécut transforme en signes de prédestination. Mais, ici, comment ne pas s'émerveiller du cours des choses ? Qu'une balle bavaroise eût abattu le sous-lieutenant Gallieni et c'en était fait d'une des plus glorieuses carrières de colonisateur français; c'en était fait, surtout, du rôle décisif joué par le Gouverneur de Paris pendant la bataille de la Marne. Ah! que les Allemands ont dû maudire, à la date du 4 septembre 1914, la balle qui, quarante-quatre ans plus tôt, épargna l'obscur défenseur de Bazeilles!

Cette campagne de sept mois devait être pour l'esprit d'observation et de clair jugement du jeune officier aussi féconde en expérience qu'une campagne de plusieurs années; mais, loin que la guerre dérangeât le plan d'existence qu'il avait adopté en son adolescence, elle ne fit que l'affermir. La défaite et le désir de la revanche, les tristesses même de la captivité ne troublèrent pas cette âme si bien trempée. Mû par la force d'espoir de la jeunesse et par cette volonté de redressement qui, tant de fois, aux heures les plus graves de notre histoire, saisit la nation entière déjà penchée sur l'abîme, pour la rétablir dans sa force et ses résolutions, il brûlait de l'impatience d'entamer aussitôt l'œuvre de revanche, en cherchant à attacher à son pays des territoires et des peuples nouveaux, en compensation de ceux que le traité de Francfort venait lui arracher. Il croyait fermement à l'avenir de la France comme grande puissance coloniale et il s'est si peu trompé que c'est la réalisation de cet avenir qui a, pour une forte part, excité les convoitises de l'Allemagne et l'a de nouveau précipitée sur nous.

Prisonnier, il ne se laissa pas abattre, même passagèrement. Il réfléchit avec une vigueur d'esprit au-dessus de sa jeunesse. Loin de s'user en de stériles conversations avec ses compagnons de captivité, il se tenait le plus souvent à l'écart, lisant et étudiant sans cesse. Que lisait-il ? Qu'étudiait-il ? L'Allemand ! Il entrevoyait, dès lors, la prépondérance que la Germanie, portée sur les ailes de sa victoire, allait prendre dans le monde et il se disait que, désormais, ignorer la langue du vainqueur, devenu plus que jamais l'ennemi héréditaire, c'était, pour un soldat, se jeter dans le combat à moitié désarmé.

L'œuvre de revanche : Première campagne (1879-1881). — Un projet de Faidherbe. — Exploration du Haut-Niger. — Lutte contre Ahmadou, almany de Ségou. — Le traité de Nango.

Gallieni rentra en France en mars 1871. Promu, le mois suivant, au 2e régiment d'infanterie de marine, il débuta dans la carrière coloniale par un séjour de trois ans à la Réu-

nion, trois ans d'études et de méditation. Mais son désir le poussait vers la vie active pour laquelle il était si heureusement taillé en 1876, il obtenait d'être envoyé aux tirailleurs sénégalais et, le 20 décembre, il s'embarquait pour Dakar. Il s'en allait en Afrique, à la conquête de ses galons de capitaine, qu'il reçut en mars 1878.

Le Gouverneur Brière de L'Isle poursuivait au Sénégal l'œuvre menée par le général Faidherbe, de 1854 à 1863, en vue d'étendre la domination française jusqu'au cœur du Soudan.

Le grand projet de Faidherbe était de relier les deux puissants fleuves de l'Afrique Occidentale, le Sénégal et le Niger, par un chemin de fer. Il y voyait le seul moyen positif de pénétration au centre de l'immense contrée; mais son départ de la colonie avait fait abandonner provisoirement ce plan qu'on avait même tout à fait relégué pendant la guerre. Le général Brière de L'Isle, ayant décidé de le reprendre, était impatient d'en entamer l'exécution, car une rivalité se dessinait : une expédition anglaise, partie des bords de la Gambie,

s'apprêtait à nous précéder dans l'intérieur du pays.

Frappé par les dons de conception forte, nette et prompte et d'énergique exécution du capitaine Gallieni, qui faisait ses preuves aux avant-postes les plus reculés, le Gouverneur le chargea d'étudier le tracé du futur chemin de fer. Il s'agissait de contourner le bloc de montagnes qui sépare la vallée du Haut-Niger de celle du Sénégal, de s'enfoncer dans cette vallée, à travers des contrées vierges ou mal connues, peuplées de tribus guerroyant sans cesse entre elles et, toutes, plus ou moins hostiles à l'Européen. Les tentatives de ce genre abondent en obstacles géographiques, climatériques et humains. Pour ne parler que de ces derniers, la mission Gallieni allait affronter un curieux personnage, Ahmadou, almany de Ségou, avec qui les explorateurs Mage et Soleillet avaient déjà noué des relations au nom de la France.

C'était un tyranneau nègre, converti à l'islamisme, c'est-à-dire un modèle de duplicité et de cruauté dévastatrice. Fils de El-Hadj Omar, le fondateur de l'empire musulman des Tou-

couleurs et l'ennemi irréductible de Faidherbe, il était le maître du Haut-Niger; il régnait sur tout le Soudan Occidental, y asservissait les populations rebelles à la loi d'Allah et à son autorité, ruinait leur agriculture et leur commerce. L'audacieux explorateur ne conçut rien de moins que d'aller trouver ce sultan au cœur de ses États, dans sa capitale de Ségou, et d'obtenir de lui qu'il nous laissât construire la voie Sénégal—Niger et les forts destinés à la protéger.

A la fin de 1879, la mission remonte le Sénégal. Son but immédiat est d'établir des jalons pour l'expédition décisive. Elle pousse la reconnaissance au delà de Médine, jusqu'à Bafoulabé, elle y bâtit un fort, y laisse une garnison; elle amasse une quantité de renseignements sur la configuration des régions traversées et sur leur état politique; elle établit des relations avec les chefs indigènes qu'elle met dans nos intérêts et en amorce d'autres avec les notables de tribus plus éloignées.

La seconde expédition part de Saint-Louis, en janvier 1880. Il faut lire dans le récit publié par le capitaine Gallieni lui-même, en 1885,

Une Mission d'Exploration du Haut-Niger, avec quelle prévoyance fut organisée cette belle et périlleuse aventure, avec quel soin dans le choix des membres de la mission, des troupes et des éclaireurs, dans l'aménagement des convois et des dépôts de vivres : c'est l'histoire de la lutte de l'intelligence contre le mauvais sort, pour en deviner et en restreindre la part.

Après avoir placé sous notre protection le point important de Kita, la colonne quitte les rives du Sénégal, s'engage le long de son affluent, le Baoulé. Elle est, dès lors, en pays ennemi. Elle se heurte à des peuplades que les promesses et les cadeaux ne parviennent pas à apprivoiser et qui guettent l'occasion d'un massacre. La route devient si dangereuse que, le 11 mai, l'expédition tombe en plein dans une embuscade, à Dio, au pied même du massif de montagnes qui sépare le bassin du Sénégal de celui du Niger. Quinze cents à deux mille Bambaras se précipitent sur elle, lui tuent la moitié de ses hommes, courageusement groupés autour du jeune chef qui a su se faire aimer d'eux et qu'ils veulent sauver, qu'ils sauvent au prix de leurs propres vies.

Mais les bagages sont détruits, les cadeaux destinés au sultan Ahmadou pillés, les ravitaillements compromis : c'est, semble-t-il, l'échec complet.

Le caractère de Gallieni se révèle alors dans toute sa fermeté : « Retourner en arrière, nous n'y songeâmes même pas, écrit-il... Il fallait, au contraire, malgré la perte de toutes nos ressources, redoubler d'énergie. Il s'agissait de conserver notre réputation intacte et de continuer hardiment notre voyage sur Ségou. »

Redoubler d'énergie à chaque nouvel obstacle, telle est, telle sera toujours sa règle. Assurer le succès par l'organisation la plus minutieuse et, ensuite, assumer hardiment les responsabilités du risque, unir les vertus de la prudence aux beautés de l'audace; prévoir et oser, pourrait-il prendre comme devise.

Il envoie des émissaires à Saint-Louis, informer le Gouverneur des derniers événements et, avec une trentaine d'hommes, tirailleurs sénégalais et spahis, plus trois Français, dont deux officiers et un médecin, il poursuit sa route. En juin, il parvient à Nango, à quelques lieues

de la capitale toucouleur. Tourmenté par le plus insidieux ennemi, la fièvre, il n'en garde pas moins intacte sa force morale et le voilà qui entame la plus rude des luttes diplomatiques contre Ahmadou.

Désappointé, en voyant arriver les blancs sans offrandes, celui-ci leur interdit l'entrée de Ségou et les retient, des mois, à Nango, à demi captifs, malades, excédés de solitude et d'ennui, privés de toutes ressources et presque de nourriture.

Le capitaine Gallieni n'en propose pas moins à l'almany un traité de protectorat, par message écrit; mais Ahmadou se délecte à jouer en félin avec cette poignée d'hommes qu'il tient entre ses griffes.

Tantôt, négociant avec leur chef, non sans lui tendre mille pièges; tantôt, leur faisant annoncer qu'on les tient pour de simples intrigants à qui on va couper la tête, on dirait qu'il veut les faire périr d'angoisses. Cinq mois, l'explorateur soutient cette escrime tragique qui aurait usé des nerfs moins solides que les siens. Loin de tout secours, sans autre appui que le renom de la France, prompte à venger

le meurtre de ses pionniers, il applique sa mentalité chevaleresque à l'étude de la fourbe sauvage. Qui sait si les paysans de Gascogne, autrement souples et fins, pour ne pas dire retors, qu'un roitelet nègre et ses ministres, ne l'ont pas dressé à de telles joutes, jadis, aux jours de sa libre jeunesse? Tenace, patient, têtu, il résiste, mais sans rien abdiquer de la dignité qu'un officier français doit à lui-même et à sa patrie. Enfin, au début de novembre 1880, il obtient le traité qui étend notre protectorat sur le Niger, de ses sources jusqu'à Tombouctou, qui nous donne le droit d'ouvrir des routes jusqu'au fleuve et qui promet de nouveaux débouchés au commerce et à l'industrie de la France. Néanmoins, accablé de lassitude et pris parfois du plus sombre découragement, force lui fut d'attendre encore cinq autres mois. Ce n'est que le 21 mai 1881 que la colonne put regagner Saint-Louis, en rapportant le traité signé par l'almany.

Ce succès n'en fut pas moins très contesté; mais, de ce moment, le capitaine Gallieni était bien décidé à accepter toutes les responsabilités, sans s'arrêter aux critiques de ceux qui, ne

possédant pas, dans leur ensemble, les données du problème colonial, n'en crient que plus haut, quand ils n'aperçoivent pas tout de suite les heureuses conséquences d'une négociation diplomatique.

Gallieni, lui, n'était pas homme à se contenter simplement du résultat immédiat, sans préparer l'avenir; dès lors, ses capacités d'administrateur s'affirmèrent, non moins solidement que sa vocation d'explorateur. Il rapportait de cette expédition un projet de pénétration du Soudan et le plan de l'organisation totale de la contrée en colonie française. Personnellement, il revenait riche d'expérience et d'endurance, il s'était prouvé d'une persévérance indomptable, il s'était brisé aux difficultés de sa noble carrière et se sentait plus que jamais résolu à les vaincre. A son retour en France, il recevait la croix de la Légion d'honneur, le grade de chef de bataillon, et la Société de Géographie lui décernait la médaille d'or. Les fatigues du climat africain, les fièvres, l'effort soutenu l'obligèrent à prendre un long repos; le Gouvernement l'envoya à la Martinique, où il demeura trois ans.

Seconde campagne (1886-1888). — Pénétration du Haut-Niger. — Le marabout Mahmadou-Lamine. — Soybou. — Traité d'alliance.

La grande œuvre de la conquête du Soudan restait inachevée. En 1886, elle semblait même bien compromise.

Les populations noires de l'Afrique Occidentale, converties au mahométisme, sont sans cesse perturbées par des conquérants, à la fois chefs de pirates et chefs religieux, qui les soulèvent contre toute autorité européenne et, d'autre part, les entraînent à de perpétuelles hostilités envers les peuplades restées attachées au fétichisme, afin de dévaster celles-ci, au nom d'Allah et du Prophète, et de les réduire en esclavage.

Au Soudan, l'un des plus fameux d'entre ces marabouts, Mahmadou-Lamine, poussait ses razzias jusque sur la rive gauche du grand fleuve. Il avait fait serment de nous chasser du pays et, hanté par la gloire d'El-Hadj Omar, il rêvait de fonder, lui aussi, un empire musul-

man sur le modèle de celui du grand chef toucouleur. Ses bandes avaient assiégé notre fort de Bakel, mis à feu et à sang les villages de nos alliés indigènes et il avait fait trancher la tête au roi du Bondou, protégé par la France.

Le fils de Lamine, Soybou, ravageait la rive droite du fleuve, tandis que Ahmadou, revenant tranquillement sur le traité signé avec Gallieni, s'agitait dans la partie nord de la colonie, menacée de plus, au sud, par Samory, le fameux almany du Ouassoulou, qui devait donner tant de fil à retordre aux colonnes françaises, avant que le capitaine Gouraud, aujourd'hui général, ne parvînt, douze ans plus tard, à le traquer et à se saisir de sa personne.

En 1886, Gallieni est envoyé de nouveau au Sénégal. Le vice-amiral Aube, ministre de la Marine, le charge d'aller y rétablir l'ordre. Il accepte sans hésiter : « Il est de ces missions, dit-il, qu'un officier ne peut refuser, en raison même des difficultés qu'elles présentent. » Simplicité d'attitude qui enthousiasmera l'historien Victor Duruy, quand il écrira la préface du récit de cette expédition : « On admire, s'exclame-t-il, ce qu'il faut de prévoyance, de

résolution et d'énergie pour s'engager avec audace et tout à la fois avec prudence en de pareilles régions où, presque partout, hommes et choses, tout vous est ennemi (1). »

Gallieni avait été promu lieutenant-colonel en juin 1886, mais, pour redoubler son autorité, on crée pour lui le titre de commandant supérieur du Haut-Fleuve.

Il part. Il prépare cette nouvelle entreprise avec le même esprit de méthode et d'organisation qui a assuré le succès de la première, avec cette conscience et ce sûr coup d'œil qui, du plan d'ensemble, descendent au moindre détail, sans un oubli, sans une impatience.

Il connaît à fond l'indigène, les diverses races qu'il aura à fréquenter. Il sait comment on impressionne les unes et comment on amadoue les autres, par la grandiloquence et les présents. Il les a toutes étudiées, depuis les Peuls qui sont des pasteurs à la peau de cuivre, aux traits fins d'Européens, et qui semblent des statues de terre cuite, et les Bam-

(1) Lieutenant-colonel Gallieni, *Deux Campagnes au Soudan français*. Préface de Victor Duruy.

baras, agriculteurs, à face de primitifs, et les Mandingues, grands, forts, industrieux, à la peau de bronze, et les Ouolofs à la peau d'ébène, qui cultivent la terre et qui sont doux et vaniteux un peu plus encore que les autres Noirs, jusqu'aux Toucouleurs fanatiques, pleins d'audace et de belles paroles. Il connaît la cautèle de leurs émirs, la caresse traîtresse de leurs discours et leur convoitise enfantine des cadeaux venus de France.

Il connaît aussi le dévouement de ses tirailleurs sénégalais et de ses laptots, c'est-à-dire ses matelots noirs, habiles à naviguer sur le grand fleuve et sur les rivières désordonnées. Tous sont prêts à se faire hacher pour lui. En retour, il leur assure bons équipements, ravitaillement certain. Il connaît, enfin, la vaillance de ses officiers et de ses quelques soldats blancs; il sait l'art de ménager leurs forces : « Sous ce climat débilitant, l'Européen ne peut marcher et combattre qu'à la condition d'avoir une nourriture suffisante, surtout du vin et de la viande fraîche (1). » Il s'arrange pour leur en donner.

(1) Lieutenant-colonel GALLIENI, *Une Colonne dans le Soudan français*.

Il ne les fait avancer qu'à dos de mulet, afin de leur éviter l'anémie tropicale par la fatigue, qui prédispose à toutes les maladies, et le surmenage nerveux que provoque l'éclat du soleil. Ainsi, il épargne les vies et gagne les cœurs : « Nul n'est plus facilement reconnaissant que le soldat », dit Napoléon.

C'est la supériorité de l'homme d'action sur l'homme de pensée que, pour atteindre à la véritable grandeur, il doive unir en lui les sentiments d'humanité aux facultés de l'esprit. Le philosophe, le peintre ou l'écrivain, le manieur d'idées ou de formes peut, malgré la beauté de sa doctrine et de son œuvre, n'être qu'un triste caractère dans la vie quotidienne ; le manieur d'hommes, le grand capitaine n'atteindra complètement son but que si les dons de justice et de générosité coexistent en lui avec le talent.

Rien ne donne mieux l'idée de la maîtrise que Gallieni, quoique jeune encore, — il a trente-sept ans, — possède déjà, en matière de science coloniale, que la lecture d'un petit livre, *Une Colonne dans le Soudan français*, publié par lui, en 1890. On y trouve les plus

minutieuses prescriptions, aussi bien pour maintenir le moral des soldats en leur montrant l'intérêt de la tâche qu'ils accomplissent au profit de la France, que sur les soins à donner aux montures, aux bagages et à ce monde d'objets de toute sorte qu'une expédition bien préparée traîne avec elle.

En arrivant, il juge d'un coup d'œil le côté critique de la situation. Fort de son expérience, il est résolu à l'action prompte et pleine. En deux campagnes, il va rétablir nos affaires, par la diplomatie autant que par les armes; car ce soldat n'use de la répression militaire qu'en dernier ressort.

A Samory, il envoie des parlementaires, sous le commandement du capitaine Péroz, avec mission d'obtenir la revision d'un traité, onéreux pour nous, qui lui laisse libre action sur le Haut-Niger et nous barre le chemin. Quant à Mahmadou-Lamine, c'est un redoutable ennemi que la lutte seule réduira. Il faut lui opposer l'adversaire le plus autorisé.

Le commandant supérieur en personne s'en va le pourchasser jusqu'en sa place d'armes de Dianna, à près de deux cents kilomètres au sud

de Bakel, non loin des rives de la Gambie. Cette espèce de forteresse inspire à tous les indigènes une confiance superstitieuse. Ils la considèrent comme inexpugnable.

Gallieni divise ses troupes en deux colonnes qui se protégeront réciproquement. Il se met à la tête de l'une, confie l'autre au lieutenant Vallière; il lui assigne comme lieu de rencontre Dianna même, comme date le 25 décembre 1886 et, comme mot d'ordre, le silence : il faut surprendre le fauve dans sa tanière, avant que ses espions ne l'aient averti de l'arrivée des Blancs.

On avance à marches forcées, tantôt à travers des régions arides, où l'insolation fauche les hommes, tantôt à travers de luxuriants édens, où les moustiques, apporteurs de fièvres, les dévorent.

Il faut se tailler son chemin à coups de hache à travers les forêts, à coups de pioche sur les berges des marigots, ces bras morts des fleuves qui vont s'étalant en marais pestilentiels. Il faut faire fouler, par les pieds des chevaux, des océans de hautes herbes, afin de découvrir l'horizon et de s'orienter dans ces

déserts. Mais, tout a été si bien combiné par le chef, que le rendez-vous s'effectue au lieu et à la date fixés. C'est la première fois qu'une colonne française se risque aussi loin de sa base d'opération.

Une déception attend les hardis chasseurs. Mahmadou-Lamine, prévenu, a pu s'enfuir à temps. Dans sa tata (donjon), on ne ramasse qu'une belle peau de lion, sur laquelle il devait s'asseoir, ses sandales en cuir jaune, son Coran... Une leçon exemplaire n'en sera pas moins donnée à ses partisans. Gallieni fait incendier le repaire du pirate. Les indigènes, tapis dans les bois environnants, voient brûler, dans la pétarade des cartouches de dynamite, le village sacré et ils apprennent, ainsi, le sort qui attend ceux qui oseraient recevoir le perturbateur.

Mais la main qui a châtié se tend aussitôt en signe de pardon. Aux habitants tremblants, le commandant supérieur dépêche ses interprètes et ses prisonniers, avec mission de ramener les chefs et les notables du pays. Il engage ces malheureux à reconstruire leurs cases. Pour regrouper ceux que la guerre des tribus a dis-

persés, il fonde des villages. On veut nommer l'un d'eux, situé près de Kayes, village Gallieni; il s'y refuse et les nomme tous villages de Liberté. Il y accueille les esclaves, après avoir signé leur acte de libération; il leur vient en aide par des dons d'étoffes, d'instruments agricoles et de semences. Il repeuple ainsi les territoires dévastés, il porte un coup à l'esclavage, il inspire confiance dans notre protectorat et ranime le courant commercial qu'ont détruit des années de brigandage et de rapine.

Après cette expédition, il réunit tous les chefs du pays qui s'étend entre le Bondou et la Gambie, dans une palabre solennelle. Pour la forme, il leur imposa une amende de quelques bœufs; puis, il leur fit prêter serment, sur le Coran, de fermer, désormais, leurs villages au prophète fugitif et il signa avec eux un traité d'alliance qui plaçait leurs États sous le protectorat de la France, ce qui recula nos limites de deux ou trois cents kilomètres vers le sud.

Gallieni revient, alors, à Saint-Louis; mais il exige que les fils des chefs indigènes le suivent, pour entrer dans les écoles d'otages qu'il

a fondées sur le modèle de celles de Faidherbe. Les jeunes Soudanais y apprendront la langue française et s'engageront à travailler à la réfection de leurs cantons, par l'agriculture et le commerce. Quand ils auront réintégré leurs villages, ils propageront notre influence et nous aideront, ainsi, sans le savoir, à substituer au système de colonisation, dit de l'*occupation filiforme*, seul pratiqué jusqu'ici, celui, autrement fécond, de l'*occupation rayonnante* que, plus tard, Gallieni nommera système de la *tache d'huile*.

A Saint-Louis, il apprend avec la plus vive satisfaction que le capitaine Péroz a pu obtenir de Samory un traité qui étend la souveraineté française au sud de la colonie, jusque sur les États de ce sultan.

Gallieni s'est, en effet, rallié à l'idée de Faidherbe : « Si jamais il se fonde un empire dans le Soudan français, affirmait le grand colonisateur, c'est à Timbo, dans le Fouta-Djalon, que sera la capitale. » Le but est donc de diriger notre action vers les contrées du Sud, en les reliant peu à peu à nos possessions du Haut-Niger.

Aussitôt, le commandant supérieur y lance des missions qui s'en vont de tous côtés construire des routes et des ponts, établir des postes, des centres d'échanges et recueillir la moisson de renseignements indispensables à notre pénétration dans le Fouta-Djalon; certaines d'entre elles atteignent des régions où jamais on n'a vu un blanc.

En même temps, il fait partir pour Tombouctou le commandant Caron, sur la canonnière *Le Niger*, afin de placer dans notre alliance la capitale du monde noir, et si Caron ne peut traiter, cette fois, avec les habitants, il les prépare, au moins, à recevoir nos visites, en allant mouiller sous les murs de la ville. Le bateau a été transporté de Saint-Louis par tranches, monté sur les bords mêmes du Niger et, pour la première fois, les noirs de cette partie de l'Afrique ont la surprise de voir un vapeur paraître sur les eaux de leur grand fleuve (août 1887).

D'autre part, tandis que l'on cause de nouveau avec Ahmadou, les garnisons de Médine et de Kayes, commandées par le lieutenant Reichemberg, capturent Soybou, le fils de

Lamine. On ne put s'en emparer qu'après une lutte acharnée, où tombèrent la plupart de ses partisans. La grande préoccupation du jeune chef, celle, d'ailleurs, de tous les guerriers musulmans, à l'heure suprême, était d'échapper à la décapitation et de mourir de la mort des braves, c'est-à-dire sous les balles des fusils qui laissent le corps du défunt entier et muni de cette touffe de cheveux soigneusement entretenue par lui, au sommet de la tête, ou au-dessus de l'oreille gauche, pour permettre à ceux qui franchissent la porte du Paradis d'être saisis par cette mèche et présentés ainsi aux regards du Prophète. Ici, il faut laisser la parole au colonel Gallieni lui-même; il excelle à narrer et il se peint au vif à travers le récit : « J'aurais voulu faire grâce au prisonnier; mais tout acte de clémence aurait été considéré comme une faiblesse. C'était Soybou qui avait dirigé le siège de Bakel un an auparavant et qui, à la tête de ses fanatiques Talibés (volontaires), avait incendié les villages environnants, pillé les dépôts de marchandises et fait mettre à mort les malheureux tombés en sa possession. Le lieutenant Reichemberg réunit donc sur

mon ordre une cour martiale, dans laquelle entrèrent deux traitants de Bakel, choisis parmi ceux qui avaient défendu la ville lors du siège. Mais, pour atténuer en quelque mesure le sort du fils de Lamine, j'avais prescrit qu'il mourrait en soldat, au lieu d'être décapité, suivant la coutume indigène. C'est avec le plus grand calme que Soybou se présenta devant ses juges. C'était un beau jeune homme — il n'avait que dix-huit ans — à la figure intelligente, aux traits fins et énergiques. Il ne fit aucune réponse aux questions qui lui furent posées sur les motifs qui l'avaient poussé à prendre les armes contre les Français et à détruire nos établissements du fleuve. Seulement, à la fin de l'interrogatoire, s'adressant au lieutenant Reichemberg, il lui dit : « Pourquoi frappes-tu le bras « qui a exécuté et non la tête qui a ordonné ? » Il fut reconnu coupable et amené aussitôt devant le peloton d'exécution. Son visage exprimait toujours la plus grande sérénité et, à M. Reichemberg qui lui demandait s'il n'avait rien à dire avant de mourir, il répondit : « Remercie le colonel de me tuer avec ses « fusils et de ne pas me rendre indigne du séjour

« d'Allah. » Il tomba sous les balles des tirailleurs et fut enseveli sous un énorme baobab que l'on aperçoit près de l'embouchure de la Falémé, lorsqu'on passe en bateau devant le village de Goutioubé, où avait eu lieu l'exécution. »

Gallieni ne frappe que contraint et forcé. Il use plus volontiers de clémence que de rigueur. Il se veut équitable avant tout; mais il se trouve parfois bien embarrassé. Lorsqu'il poursuivait Mahmadou-Lamine, le harem du marabout, composé de dix-sept femmes, lui tomba entre les mains. « Je ne savais trop qu'en faire, écrit-il, dans l'un de ces récits où l'on sent, chez cet homme d'acier, tant de salutaire bonne humeur. Je leur fis demander par l'interprète Alassane si elles ne voudraient pas se marier avec mes tirailleurs. On sait avec quelle facilité les femmes indigènes en Sénégambie changent de maître. Celles-ci provenaient de tous les points du Soudan. Elles avaient été données au marabout à son arrivée dans le pays. Que leur importait de changer d'esclavage ? Elles avaient une peur épouvantable des blancs et elles ne purent tout d'abord s'imaginer, après la réputation que l'on nous avait faite, qu'il leur serait

réservé un sort aussi doux. Nos noirs du Sénégal aiment le succès. Les femmes n'échappent pas à cette règle et, au fond, nos prisonnières étaient très satisfaites de passer entre les mains de soldats aussi braves. Je les fis donc ranger sur une ligne et l'on me désigna, dans la colonne, les dix-sept tirailleurs qui s'étaient le plus distingués dans les dernières affaires. Le numéro 1 fut appelé, fit son choix, puis le numéro 2, et ainsi de suite jusqu'au dernier tirailleur. Il ne restait plus alors qu'une seule femme et, naturellement, les premiers désignés avaient laissé la plus vieille et la plus laide. Aussi est-ce au milieu des rires et de la joie de tout le camp rassemblé pour jouir de ce spectacle que le dernier numéro, un beau et robuste Bambara, prit possession de son épouse. Lui-même ne semblait pas très satisfait, mais que faire? Il n'y avait plus de choix. Du reste, le ménage ne fut pas heureux et je me rappelle que deux ou trois mois après, à mon passage à Médine où ce tirailleur avait été envoyé en garnison, il vint me demander à être séparé de sa femme qui lui rendait la vie commune peu agréable. Naturellement j'accédai à sa demande. »

La mort de Soybou n'avait pas dompté le père du jeune guerrier. Mahmadou-Lamine continuait à prêcher la guerre sainte contre nous. Pour enflammer ses partisans il leur affirmait que les blancs meurent, tués par le soleil, quand ils s'aventurent loin de leurs maisons de pierre. Il prédisait que, désormais, leurs fusils partiraient par la crosse et que leurs canons ne cracheraient que de l'eau. Une seconde campagne est décidée. Le chef des Français veut frapper le coup suprême. Il abat sur le rebelle sa serre redoutable. Elle s'en va, à quatre cent cinquante kilomètres de tout poste français, le saisir dans sa *tata* de Taba-Kouta. Le capitaine Fortin prend la forteresse d'assaut. Encore une fois, le marabout s'enfuit; mais, deux jours après, il est capturé, blessé mortellement par un tirailleur, et un griot, sorte de troubadour africain, attaché à un roi nègre ennemi, lui coupe la tête, selon la coutume musulmane, et la rapporte triomphalement à Fortin.

Principes d'art colonial. — Aménagement des pays conquis. — Le fort de Siguirri. — Faidherbe et l'œuvre de Gallieni.

L'œuvre de colonisation proprement dite marche de pair avec l'œuvre de conquête. Jamais Gallieni ne sépare l'une de l'autre. Avant de réprimer l'insurrection il en recherche les causes, il s'efforce de la réduire par les moyens pacifiques et ne sévit qu'à la dernière extrémité. Il exhorte ses officiers à adopter ces principes, à ne jamais détruire, si ce n'est pour mieux reconstruire et, s'ils jettent bas une forteresse, à élever aussitôt sur ses ruines un marché et une école. Il condense ces idées en brèves formules qui, répétées à dessein devant eux, prendront dans leur esprit la fixité de règles :

« Soumettre la force qui tue à la force qui crée.

« Détruire pour détruire est un crime.

« L'organisation administrative d'un pays doit être parfaitement en rapport avec la

nature de ce pays, de ses habitants et du but qu'on se propose.

« Toute organisation administrative doit suivre le pays dans son développement naturel. »

Les territoires pacifiés sont divisés en six cercles, avec six chefs-lieux que des postes unissent entre eux. Dans chacun d'eux, on crée une école française qui constitue un *centre d'influence :* les indigènes se hâtent d'y envoyer leurs enfants. Des écoles professionnelles s'ouvrent. Sous la direction de nos soldats, devenus des contremaîtres, les noirs y vaincront peu à peu leur répugnance pour les travaux manuels.

Un grand fort s'élève à Siguirri, sur le Niger. Sous ses murs, se forme un nœud important de communications qui vont apporter la vie dans ces régions désertes. Siguirri devient un centre d'échanges commerciaux, spécialement de céréales et d'or. Les moyens de transport sont assurés par des caravanes et, pour les multiplier, le commandant supérieur du Haut-Fleuve encourage l'élevage des chevaux,

des mulets, des ânes et des bœufs. Avant l'arrivée de Gallieni, la construction laborieuse du chemin de fer de Kayes avait été abandonnée, à cause de l'excès de dépenses. Il la reprend, la mène jusqu'à Bafoulabé, à l'aide de quelques fonds d'entretien et de corvées indigènes. Avec sa ténacité coutumière, il veut l'achèvement de cette voie rapide de communication entre le Sénégal et le Haut-Niger. Mais un jour arrive où il se convainc, à son tour, que l'avenir de la colonie est plus au sud, dans le Fouta-Djalon. Alors, il prouve à lui-même et aux autres que si l'opiniâtreté est une vertu, l'entêtement est un vice : il renonce à son œuvre, il la désavoue, et donne ainsi un beau témoignage de sa souplesse de jugement et de son aptitude à se modifier. Néanmoins, plus tard, l'idée primitive sera reprise.

D'importants travaux de route sont exécutés dans toute la colonie, des travaux d'embellissement et d'hygiène dans les villes et dans les postes; les marchés s'ouvrent, nombreux; de petites expositions des produits locaux éveillent chez l'indigène le goût des transactions commerciales. Aussi, lorsqu'un impôt

léger est établi sur les populations, elles l'acquittent aisément. Cet impôt est créé non seulement dans un but financier, pour diminuer les charges de la métropole, mais, encore, dans un but politique. Le capitaine Froelicher l'explique dans son beau livre : *Trois Colonisateurs*, où se trouve une biographie remarquable de Gallieni en tant qu'administrateur. « Les nègres soudanais abhorrent surtout l'arbitraire, l'inégalité des charges et des privilèges; mais ils sont étonnés que nous n'exigions pas d'eux une sorte de tribut. Ils se figurent alors qu'ils ne dépendent pas de nous. Avec eux, il faut commander, ils ne comprennent pas notre désintéressement. »

L'organisation administrative est rendue aussi peu coûteuse que possible : on réduit le chiffre des soldats européens, on crée des troupes indigènes, plus aptes à supporter les rigueurs du climat; on ne nomme qu'un nombre limité de fonctionnaires et, autant par sentiment humanitaire que par souci d'économie, on recrute le personnel administratif, surtout parmi les naturels du pays.

Lorsque des missions nouvelles le parcour-

ront, elles salueront avec admiration l'œuvre accomplie de 1880 à 1888, dont le commandant Péroz décrit en ces termes les résultats sur l'un des points de l'immense territoire : « A une quinzaine de kilomètres en avant de Badombé, le colonel Gallieni a fait revivre de ses ruines le village de Fangalla, autrefois très important. Il a pu retrouver en partie ses habitants, dispersés par El-Hadj Omar ; il en a complété la population avec des éléments tirés des familles originaires de ce lieu et éparses dans toutes les contrées. Les cultures sont florissantes, les cases du village nombreuses. C'est un précieux résultat ; car, autrefois, la route traversait sur ce point une région désolée, inculte, habitée seulement par des fauves qui y régnaient en maîtres. »

Le général Faidherbe, quoique vieillissant et à demi paralysé, n'avait pas cessé de s'intéresser profondément au sort du Sénégal qui prenait tant d'importance, sous l'administration du plus brillant de ses élèves. Il put voir, avant de mourir, la domination française s'étendre sur une contrée de 900.000 kilomètres carrés,

c'est-à-dire presque le double de la France, et sur 2.600.000 habitants, pacifiés et prospérés; il put se réjouir doublement d'un résultat magnifique, obtenu, bien plus que par l'intervention militaire, par la patience et l'habileté des négociations.

CHAPITRE III

CAMPAGNE DU TONKIN (1892-1896)

Une nation malade. — Le problème des races. — La piraterie. — Destruction du repaire de Lung-Lat. — Le système de sûreté en campagne. — Expédition contre Ba-Ky, chef de bande (avril 1895).

En juillet 1888, le lieutenant-colonel Gallieni rentre en France se reposer, mais comme les hommes de cette activité se reposent, en variant ses travaux. Il rédige et publie le récit de son dernier séjour en Afrique : *Deux Campagnes au Soudan français (1891)*; il poursuit des études purement militaires et obtient le brevet d'état-major dans des conditions exceptionnelles, avec la mention « Très bien ».

En 1891, il est promu colonel; il commande alors le 6e régiment d'infanterie de marine, à

Brest; puis il devient, à Paris, chef d'état-major du corps d'armée colonial.

Cependant, il subit bientôt la nostalgie de son rude labeur d'outre-France. Il est de la race de ces idéalistes pratiques qui ne trouvent la paix de l'âme que dans l'effort moral aux vastes résultats matériels. Pour eux, la vie ne vaut que par l'exercice de leur puissance d'action sur les êtres et sur les choses.

En 1892, il demande à partir pour le Tonkin. Les affaires de la France s'y embrouillaient d'une façon inquiétante, sans qu'on pût en déterminer complètement la raison. Tâcher de les rétablir, c'est presque recommencer une nouvelle existence; mais, muni, cette fois, de quelles armes éprouvées! Ce n'est point devant des peuples-enfants, devant des demi-sauvages, qui balbutient les premiers éléments de la vie sociale, que l'Européen se trouve en Annam; c'est en face d'une des plus anciennes civilisations du monde. Quelle erreur commettrait celui qui traiterait ces populations sur le même pied que les nègres de l'Afrique Occidentale! Quelle méconnaissance de l'infinie variété humaine!

L'homme supérieur, ministre, colonisateur, négociant, inventeur ou artiste, est à l'abri de ces fautes de jugement. Sa modestie devant la nature, sa docilité aux lois de ce maître suprême l'en gardent. D'elle seule il reçoit un enseignement constamment renouvelé, parce qu'il l'aborde avec une intelligence que n'ont pas faussée les leçons des idéologues, de ceux qui, selon l'expression populaire, ne sont pas allés y voir. Aussi, il a la haine invétérée des idées toutes faites, des refrains qui endorment le sens de l'observation et figent l'élan vers le progrès. « L'artiste véritable est un étudiant éternel », disait notre grand peintre Puvis de Chavannes. « Il est indispensable en ces régions de se dépouiller des idées sucées dans notre enseignement universitaire », écrit le colonel Gallieni. « Pas de tableaux ! recommande-t-il sans cesse à ses auxiliaires, surtout ne vous faites pas de tableaux à l'avance. »

Il trouve le Tonkin en pleine fermentation. Le Gouverneur général de l'Indo-Chine, M. de Lanessan, s'est pourtant efforcé d'y pratiquer une politique d'apaisement, par une suite de réformes libérales. Homme d'une haute indé-

pendance d'esprit, il ne s'est point asservi aux sacro-saintes traditions administratives. En s'appuyant sur le Gouvernement annamite, il a déjà obtenu des résultats appréciables, notamment en ce qui concerne la colonisation matérielle; mais, dans l'ensemble, sa politique échoue mystérieusement.

Un mécontentement général surexcite la population. Elle se prend à haïr la domination française, et les mandarins annamites, qui pourraient nous éclairer, restent silencieux sur les raisons de cette hostilité.

L'existence des colons est constamment menacée. La piraterie, cette maladie parasitaire des organismes nationaux en état d'anarchie, sévit avec la dernière violence. Elle est pratiquée par de redoutables bandes de brigands, descendants des fameux Pavillons-Noirs qui jouèrent un si grand rôle pendant la conquête du Tonkin. Bien armés, bien équipés, commandés par des chefs résolus que les mandarins du Céleste-Empire soutiennent en secret de leurs subsides, tout en ne dédaignant pas d'accepter d'eux une sorte de tribut, ces routiers d'Extrême-Orient mettent la colo-

nie au pillage et nos troupes sur les dents. Dès que nos nationaux s'écartent des centres, ils se jettent sur eux et les emportent dans leurs repaires. Le Gouvernement du protectorat, insuffisamment organisé contre eux, a eu la faiblesse de leur payer des rançons, pour délivrer plusieurs de nos compatriotes. Ainsi encouragés, les chefs de bande ont créé de véritables agences commerciales, chargées de traiter du rachat de leurs captifs. Rapts, assassinats, incendies, ne se comptent plus et s'étendent même jusqu'à la partie la plus riche et la plus peuplée du Tonkin, le Delta. Les travaux sont interrompus, spécialement ceux du chemin de fer de Hanoï à Lang-Son, destiné à soutenir la concurrence des négociants chinois qui pénètrent dans la colonie par le Kouang-Toung et la remontent vers le Yunnan.

L'état de siège est proclamé.

En 1891, le Tonkin a été divisé en quatre territoires militaires. A son arrivée, le colonel Gallieni, placé hors cadre, reçoit le commandement du Ier territoire qui comprend les cercles de Sept-Pagodes et de Monkay.

Aussitôt, le Tonkin l'empoigne, comme il le dit lui-même. Les efforts que la France y a déjà accomplis, ceux qu'il y accumulera, les résultats obtenus, l'attacheront indissolublement à l'avenir de notre possession d'Asie, à laquelle, pendant quatre ans, il donnera le meilleur de ses forces.

Il recherche tout d'abord les causes du soulèvement. Comme Faidherbe, il va droit aux plus profondes, aux plus irréductibles, les questions de races. Comme lui, il s'est livré à des études d'histoire et d'ethnographie.

Le principe de l'égalité entre les hommes, proclamé par la Révolution de 1789, a souvent égaré les colonisateurs français, en les incitant à réaliser cette égalité parmi des peuples d'origine dissemblable, parvenus à des degrés différents de civilisation. L'amour de la justice n'a pas toujours donné à nos administrateurs le talent d'en assurer le règne. Nombre d'entre eux, emportés par les convictions humanitaires, ont négligé ou nié le problème des races, d'où tant de désastreux et interminables conflits et un résultat contraire à celui qu'ils avaient espéré.

Gallieni, averti par les travaux ethnogra-

phiques du colonel Pennequin et servi par ses dons personnels d'observateur, découvre que là se cache le nœud du problème. Il cherche donc à pratiquer aussitôt la politique qu'il a ébauchée au Soudan, où il s'est convaincu que, seule, elle peut faire régner la paix, la politique de races.

Au Tonkin, la question est étrangement compliquée. Tandis que le Delta est peuplé d'Annamites proprement dits, qui possèdent une organisation sociale avancée et une aristocratie intellectuelle de haute culture, les parties montagneuses du pays sont couvertes d'une véritable mosaïque humaine, appartenant à de nombreuses races, plus primitives. Les principales sont constituées par les Thaïs, originaires de l'Inde, et par les Manhs et les Méos qui proviennent de la Chine. Toutes parlent des langages différents et la fusion entre elles est chose impossible. Établies, autrefois, dans le Delta, elles en ont été chassées par les Annamites qui les refoulèrent dans les montagnes.

Or, les autorités françaises, croyant agir au mieux des intérêts locaux, avaient laissé aux mandarins d'Annam le soin de gouverner ces

populations; mais elles se révoltaient sourdement contre le joug de leurs tyrans séculaires, alourdi encore par des exactions inévitables. Avant d'entamer la guerre contre la piraterie, il faut se concilier les indigènes, en vue d'obtenir leur coopération à l'œuvre d'épurement. La première mesure consistera donc à reprendre le pouvoir d'entre les mains des grands seigneurs annamites, pour le déposer tout d'abord entre celles de nos administrateurs, jusqu'au moment où la situation permettra de le remettre de nouveau aux chefs héréditaires, et profondément respectés, des différentes races qui peuplent le Tonkin. Mais on devine quel déploiement de diplomatie la tâche exigea, et combien il était difficile, pour ne pas dire impossible, que cette dépossession ne nous créât point d'irréconciliables ennemis dans le monde des dignitaires indo-chinois.

M. de Lanessan avait d'abord espéré voir la pacification se propager d'elle-même de l'intérieur vers les frontières; devant l'étendue et l'organisation du brigandage, il fallut bien se convaincre que cet espoir n'était qu'un beau rêve.

La haute montagne offrait aux chefs de bande une série d'inexpugnables repaires, naturellement fortifiés. Ils y avaient créé de vastes villages, avec des pagodes; ils y amassaient leur butin, y gardaient les prisonniers européens et, si on les serrait de trop près, ils passaient la frontière et se réfugiaient en Chine, pour y attendre l'occasion de s'élancer de nouveau sur le territoire du Tonkin. Depuis des années, les officiers français, chargés de la surveillance de ces régions, s'efforçaient en vain de mater le banditisme. Leurs moyens, leurs ressources étaient insuffisants et la situation s'aggravait de jour en jour. Les pays dévastés, les villages brûlés, les habitants massacrés, les ravitaillements des postes rendus pénibles à l'extrême, les travaux du chemin de fer arrêtés, entravaient totalement la pacification, et les indigènes, perdant toute confiance en nous, devant notre faiblesse, passaient le plus souvent au parti pirate.

Le Gouverneur général, résolu enfin à l'action décisive, chargea le colonel Gallieni de rétablir l'ordre, non sans lui accorder, avec sa pleine confiance, tous les moyens d'action et

les réformes que celui-ci réclama. Certes, la plupart de ces réformes avaient été déjà demandées par les prédécesseurs de Gallieni : mais c'est à lui que revient l'honneur de les avoir groupées en un système solide et de les avoir fait aboutir, « c'est à son infatigable action, à l'esprit d'administration et d'organisation dont il est doué, à sa grande autorité sur les troupes et sur leurs officiers, à sa bienveillance remarquable pour les indigènes que doit être attribuée la pacification complète du I[er] et du II[e] territoire militaire » (1).

Car, en décembre 1893, par ordre du général Duchemin, commandant en chef les troupes de l'Indo-Chine, il a reçu également le commandement du II[e] territoire, qui touche à la province chinoise du Kouang-Si, comme le I[er] borde celle du Kouang-Toung. Ce commandement s'étend sur les cercles de Lang-Son et de Cao-Bang et sur la ligne du chemin de fer, en exploitation ou en construction, de Phu-Lang-Thuong à Lang-Son.

Comme toutes les conceptions d'ordre mili-

(1) J. DE LANESSAN, *La Colonisation française en Indo-Chine.*

taire ou administratif qu'on lui doit, le plan de campagne de Gallieni se caractérise par sa simplicité dans les grandes lignes et son admirable minutie dans l'organisation des détails : « Il n'y a pas de petits moyens », répète-t-il à ses officiers. Les succès qu'il obtint en Extrême-Orient devaient être, encore une fois, la résultante de ces facteurs : sûreté de vision, ordre et méthode.

Le nettoyage de la région qui s'étend des bords de la Rivière Claire aux montagnes de la Chine comportait, en premier lieu, la nécessité de régler, avec le Gouvernement du Céleste-Empire, la question des frontières du Kouang-Si, en suspens depuis dix ans. Elle était la source d'infinies contestations, lorsque nous avions à poursuivre des partis de malfaiteurs jusqu'aux limites extrêmes de la colonie.

En quelques semaines, la solution définitive est obtenue. Une ligne de postes fixes vient aussitôt barrer la frontière ; les pirates se voient donc coupés, soudain, de l'appui des fonctionnaires chinois et dans l'impossibilité d'obtenir des renforts de ce côté. Si, parfois encore, ils réussissent des filtrations, un moment arrivera

où l'imperméabilité complète sera assurée. Au cours de ces négociations franco-chinoises et de toute la campagne, le colonel Gallieni eut à traiter avec le fameux maréchal Sou, gouverneur de la province du Kouang-Si, qui avait, tout d'abord, espéré « entortiller » le commandant français; mais la souplesse du mandarin se heurta, ici, à la finesse même de d'Artagnan qui ne fut, comme on sait, jamais mise en défaut. Ayant rapidement reconnu qu'il n'y avait rien à faire contre un homme si bien armé par la nature et qu'il était beaucoup plus profitable de seconder les vues du Gouvernement de la République, le maréchal Sou conçut la plus vive admiration pour son collègue de France, et il marcha, dès lors, en entier accord avec lui. On raconte même que, lorsque Gallieni quitta le Tonkin, Sou affirma, selon la formule orientale, à son vénéré ami, qu'il perdait en lui son père et, au jour des adieux, il versa de vraies larmes.

Le commandant du IIe territoire s'efforce, avant tout, d'écarter les dangers qui menacent la voie ferrée, en dégageant les régions du Caï-

Kinh et du Cao-Bang, en bordure de la route de Lang-Son.

A l'est, ce ne sont que monts boisés, ravins profonds, où les compagnies de routiers qui dévalent les pentes du Kouang-Si se tapissent dans des abris impénétrables. A l'ouest, le long du chemin de fer, se dresse une haute muraille rocheuse, creusée d'une multitude de cirques, région impraticable aux chevaux. La terreur y règne; les habitants, dépouillés, rançonnés, décimés, se sont réfugiés dans les gorges des montagnes et dans les grottes où ils meurent de faim et de privations.

Gallieni conçoit le projet de marcher droit sur le formidable repaire de Lung-Lat. C'est une conque naturelle, sise au centre d'un massif de hauteurs. Une troupe thaï, composée de treize cents fusils, s'y est cantonnée et organisée. L'anéantir d'un seul coup, on n'y peut songer. Cette région mouvementée, sans routes, sillonnée de sentiers, dont les natifs du pays sont seuls capables de démêler l'écheveau, est aussi familière aux flibustiers de la montagne qu'elle est inconnue de nos soldats, et le plus grand nombre des rebelles saura toujours s'échapper

à travers rocs et à travers bois. Le but est de les disperser, de les chasser dans les forêts, où les indigènes, rassurés sur notre force, les détruiront en détail.

Le pacificateur brûle d'impatience d'entamer la campagne, en mettant dans son jeu ce facteur essentiel, la surprise. L'autorisation qu'il a demandée au commandement en chef tarde à venir; il s'en désole : c'est peut-être l'échec de son plan, le salut des pirates, avertis par des espions. Mais un homme qui ne considère que le résultat général, sans penser à son intérêt particulier, est bien fort. Gallieni insiste à nouveau sur le ton le plus pressant et il ne craint pas de réclamer la résiliation immédiate de son commandement, si on ne lui fournit aussitôt les moyens de l'exercer avec l'énergie nécessaire. Le mot d'ordre arrive; n'importe, ces vaines tergiversations nous ont fait perdre un mois.

Il n'est pas question, ici, de se risquer sur un sol hérissé d'accidents favorables à l'embuscade comme, autrefois, à travers les vastes étendues du Soudan. Toutes les précautions sont

prises d'urgence. Le colonel Gallieni divise ses troupes en trois colonnes. Il les dirige sur le cirque de Lung-Lat par trois voies différentes. Chacune de ces colonnes est assez puissante pour pouvoir résister à une attaque de toutes les forces pirates, pendant le temps suffisant pour permettre aux autres d'accourir à son aide. Une bande de partisans, placée sous les ordres d'un chef indigène, choisi pour son dévouement à notre cause, a mission de battre le pays. Les trois fractions se réunissent au pied du massif, entrent en liaison, l'enveloppent de toutes parts. L'armée des écumeurs a, certes, été avertie; mais, désemparée par cet afflux de forces convergentes et l'exécution parfaite de leur mouvement tournant, elle se disperse, abandonne son énorme butin, les corps décapités de vingt Tonkinois, assassinés pour n'avoir pas fourni le tribut de riz exigé, et elle sème le chemin de la retraite d'un nombre considérable de cadavres.

Ramenés par ce coup de force au parti du Gouvernement, les habitants pourchassent les fugitifs à travers bois, et Ngan, le chef prestigieux de la bande, est traqué et mis à mort.

L'installation immédiate du terrain suit la conquête, selon « un principe absolu » en matière de colonisation. « Dans l'action par la force, qui comprend l'action vive et l'action lente, tout mouvement de troupes en avant doit avoir pour sanction l'occupation effective du terrain conquis. »

« L'action vive, c'est l'exception, c'est l'action des colonnes militaires. Elle ne doit être mise en œuvre que contre des objectifs bien déterminés : rassemblements nombreux et dangereux, repaires de pirates, lieux accidentés d'où ils empêchent la soumission et l'obéissance des populations.

« Par l'action lente, la plus efficace, la plus préconisée, les troupes procèdent à l'aménagement du territoire (1). »

Des postes permanents sont alors créés et complétés par de petits postes et des postes d'avant-garde, avec leurs dépôts de vivres, de munitions et leur four à chaux qui permet de construire les enceintes fortifiées. Ils deviendront bientôt des centres politiques, des points

(1) Général Gallieni, *Trois Colonnes au Tonkin.*

d'approvisionnement et des nœuds de routes. Des blockhaus commandent les principales voies de la région et encouragent les naturels à réoccuper les villages abandonnés. Ce lacis serré de fortifications, ces séries de postes et de blockhaus, reliés les uns aux autres par une combinaison de communications télégraphiques et optiques, constituent la plus habile application, au sol du Tonkin, du système de sûreté en campagne.

Avec la même fougue prudente, le colonel Gallieni se retourne alors contre Ba-Ky, autre chef de pillards, qui avait recueilli dans son antre les fuyards de Lung-Lat. Il l'attaque, dissout le groupe de ses partisans, délivre trois prisonniers européens et organise le cercle, ainsi expurgé, de Bac-Kan (avril 1895).

Par ce coup, il en a fini avec la piraterie chinoise; il a dompté le fléau, toujours renaissant, qui, depuis plus de deux siècles, désolait le Haut-Tonkin.

Défaite du dé-tham (octobre-décembre 1895). — Psychologie de la colonisation. — Un livre qui deviendra classique.

Il lui reste, néanmoins, à réduire le dé-tham, le plus fameux des capitaines de malfaiteurs. Celui-là est un rebelle indigène. Il commande dans le Yen-Thé, asservi à sa loi, un fort parti annamite, ramas d'anciens tirailleurs et de déserteurs.

Après avoir vainement essayé d'obtenir sa soumission par voie diplomatique et promesse de pardon, le colonel Gallieni s'enfonce à sa poursuite, à travers une inextricable toison de forêts, de broussailles et de hautes herbes, semées de fondrières et de quelques clairières étroites. On n'y peut pénétrer qu'à coups de hache et de coupe-coupe; mais rien n'arrête nos intrépides colonnes, soulevées par leur confiance absolue dans les inépuisables ressources de leur chef et dans sa souplesse d'esprit qui semble épouser la nature même de la contrée pour en vaincre les obstacles.

La troupe des bandouliers est cernée, dissociée, traquée par petits groupes jusque dans les fourrés les plus touffus, et le dé-tham, jadis maître tout-puissant du Yen-Thé, finit par errer avec quelques fidèles, sans ressources, sans vivres et sans prestige aux yeux des habitants que terrorisèrent si longtemps ses méfaits (oct.-déc. 1895).

Dans la région rendue à la sécurité, la pacification suit, une fois de plus, son cours naturel. Ceux d'entre les pirates qui ne sont pas tombés sous les balles, comprennent que mieux vaut déposer le fusil et reprendre le travail. Les masses populaires se laissent de plus en plus gagner à l'influence et à l'autorité françaises, et Gallieni peut entrevoir le jour où ces riches provinces vont recouvrer leur prospérité et où cette nation intelligente et souple, de laquelle il déclare, à l'encontre de nos préjugés d'Européens trop facilement avantageux, que la société hiérarchiquement classée *vaut la nôtre*, se remettra à jouir, sous notre protection, de son travail et des avantages de sa civilisation particulière, dont lui, le maître colonial, a su sentir, exprimer et protéger la beauté.

Le plan d'action qui a produit ces résultats imposants a été exposé par Gallieni lui-même dans un chapitre de son livre *Trois Colonnes au Tonkin*.

Souhaitons que cet admirable chapitre, déjà classique dans le monde des colonisateurs, le devienne pour tous ceux qu'intéresse le mouvement d'expansion de notre pays. Tout y est, élévation et modération de la pensée, largeur de vues, netteté de conception et cette force calme de l'expression qui est le reflet même de la sagesse. Il déborde du suc intellectuel, de la substantifique moelle que vantait Rabelais. Il faudrait pouvoir le reproduire ici en entier.

C'est une suite de principes, d'une précision mathématique, dont l'ensemble constitue une véritable Psychologie de la Civilisation.

Et ces claires formules, tranchantes ainsi que des théorèmes, palpitent cependant d'un vaste souffle de bonté, d'un souffle de libéralisme et d'humanité profonde qui les anime, les fait vivre et, partant, les rend attachantes comme des choses vivantes.

Elles sont, en effet, prises à la vie même, constituées des troubles les plus intenses de

l'âme humaine, de l'âme de toute race, précipitée dans le tourbillon des conflits inéluctables qui mettent aux prises les civilisations les plus éloignées, libèrent les peuples, en asservissent d'autres et forment, de leurs fluctuations, le rythme de l'univers terrestre.

On y sent flamber aussi, sous la sérénité du style, l'amour du soldat français, une admiration constante pour notre magnifique troupier qui s'en va, résolument, vers l'inconnu, risquer tous les périls, verser son sang au bout du monde et remplir cent métiers divers, avec cette alacrité qui assure, à travers les âges, la séduction légendaire de son type de guerrier.

Enfin, là, vibre l'âme d'un grand démocrate qui assied son œuvre sur les bases les plus fortes, bases éternelles : l'organisation des masses laborieuses et les vertus ouvrières des peuples qu'il tente de mener au progrès. « Toute action politique, écrit-il, doit consister à discerner et à mettre à profit les éléments locaux utilisables, à neutraliser et à détruire les éléments locaux non utilisables.

« L'élément utilisable sera avant tout le peuple, la masse travailleuse de la population

qui peut momentanément se laisser circonvenir et entraîner, mais que ses intérêts rivent à notre fortune et qui sait bien vite le comprendre, pour peu qu'on le lui indique et le lui fasse sentir. »

La première période de colonisation est constituée par l'occupation et la conquête. Elle est une étroite combinaison de l'action de force et de l'action politique, *celle-ci de beaucoup la plus importante*. Ménager le pays et ses habitants, les connaître à fond, se vouer en un mot à l'application de la politique de races, tel est le secret du vrai colonisateur.

« C'est l'étude des races qui occupent une région qui détermine l'organisation politique à lui donner, les moyens à employer pour sa pacification. Un officier qui a réussi à dresser une carte ethnographique suffisamment exacte du territoire qu'il commande est bien près d'en avoir obtenu la pacification complète, suivie bientôt de l'organisation qui lui conviendra le mieux.

« C'est surtout sur l'intérêt des populations qu'il faut nous appuyer pour pacifier le pays. Les habitants, groupés sous leurs chefs naturels,

ayant leurs intérêts satisfaits, nous aideront franchement dans notre œuvre de pacification...

« Chaque race doit avoir son autonomie, participer d'une façon égale aux charges générales, jouir de l'égalité politique; aucune race ne doit être subordonnée à une autre. C'est nous qui devons maintenir l'équilibre entre les divers intérêts. Les gens auront ainsi recours à nous pour régler leurs affaires, et nous exercerons alors, d'une manière effective, le rôle de gouvernants...

« Nous sommes ici en pays de féodalité, nous devons nous transporter par la pensée en plein Moyen Age. La société ici est classée. Il y a des chefs héréditaires auxquels le peuple est très attaché. Cette société vaut la nôtre. Le principe d'autonomie y est très paternel.

« Respectons cette organisation et ne cherchons pas à prêcher ici nos idées égalitaires; elles ne seraient pas comprises par ces cerveaux asiatiques qui ne peuvent concevoir le progrès de la même façon que nous...

« En fait d'égalité, il faut tenir l'équilibre entre les races diverses : pas d'égalité indivi-

duelle, mais toujours l'égalité devant les charges imposées.

« Faites régner une justice désintéressée, traitons ces gens avec douceur, et nous aurons toutes les populations pour nous. »

La deuxième période de colonisation est celle où s'ouvre l'ère du développement économique, où la culture, les marchés s'organisent, où le pays s'offre au commerce indigène et européen.

« Le rôle du soldat passe alors au deuxième plan, celui de l'administrateur commence. Mais il ne peut s'inaugurer qu'une fois la pacification obtenue. Tant que la méfiance reste dans la population, le régime civil est prématuré, le conquérant seul est assez fort pour se permettre des actes de clémence, que le peuple ne prendra pas pour de la faiblesse et qui le rallieront à nous. »

Le rôle essentiel de l'officier colonial et des hommes auxquels il commande est donc de devenir administrateur, emblème de la paix et de sa prospérité, après avoir été emblème de la force.

« Ce rôle est aussi le plus délicat, celui

qui exige le plus d'application et d'efforts, celui où il peut le plus révéler ses qualités personnelles; car détruire n'est rien, reconstruire est plus difficile... »

C'est le moment où s'opère la collaboration amicale de l'Européen avec l'indigène, où le soldat français, si apte à ces métamorphoses, se transforme en contremaître, en patron, agriculteur, mécanicien, constructeur de routes, de ponts, de maisons et de casernes, voire en instituteur et en ouvrier d'art.

Comment « cette organisation qui marche », selon l'éloquente expression du colonel Lyautey, plus tard général, cette excitation rationnelle de l'activité d'une nation, par l'exemple et l'entraînement, cette application d'une méthode basée sur la volonté d'obtenir de tout homme la fleur de ses aptitudes et de ses efforts, dans son milieu naturel amélioré, comment n'aurait-elle pas produit les fruits attendus?

En dix-huit mois, le pays recouvra son activité commerciale. En moins d'un an, la voie ferrée qui relie le Haut-Tonkin à la Chine fut achevée jusqu'à Lang-Son. Toute la colonie,

rendue à ses lois naturelles de développement, reprit sa pleine vitalité, et le mouvement d'impulsion que le colonel Gallieni lui donna alors n'a pas cessé de se faire sentir jusqu'à ce jour.

Lorsque, au début de 1896, il part pour la France, il lui rapporte, une fois encore, le plus précieux témoignage de son amour pour elle, l'accomplissement intégral de la tâche qu'elle lui a confiée.

CHAPITRE IV

PACIFICATION DE MADAGASCAR

(1896-1905)

Au bord de l'insurrection. — Noirs et Hovas. — Déposition de la Reine. — La question religieuse : Les Écoles et les Missions.

En 1896, le général Gallieni a quarante-sept ans. Il est tout nouvellement promu. Il est dans la force de l'âge et du talent. Il a de la chance aussi, il est heureux, comme eût dit le cardinal Mazarin : on l'apprécie à sa valeur et c'est précisément à cette période de plénitude de ses facultés intellectuelles et physiques qu'un ministre, entendu à « mettre l'homme qu'il faut à la place qu'il faut », lui offre l'occasion magnifique, celle que tout grand colonisateur ou administrateur a rêvée, de déployer ses dons sur un terrain presque vierge. Il le

charge — tâche ardue entre toutes, mais si belle! — de la pacification de Madagascar. Même, il lui laissera implicitement toute latitude. Au moment où le général, prêt à rejoindre son poste, raconte M. Miles (1), prit congé du ministre des Colonies, celui-ci lui remit ses instructions :

— J'espère bien ne jamais les ouvrir, ne craignit pas de dire l'éminent organisateur.

— Et vous ferez bien, répondit M. André Lebon, imbu sans doute du même mépris pour les plans tracés d'avance et les programmes arrêtés loin de la vue directe des choses.

Donc, à peine revenu du Tonkin, Gallieni repart pour l'Afrique Orientale. Il emmène quelques officiers dont il a pu, pour la plupart, éprouver la valeur et le caractère, au cours de la précédente campagne; il a fait connaître lui-même leurs noms au public : le commandant Gérard, de l'infanterie coloniale; le capitaine Lucciardi; les lieutenants Martin et Boucabeille; le capitaine Détrie, du 104e d'in-

(1) *Le Général Gallieni* (*Correspondant* du 10 janvier 1915).

fanterie et le capitaine Dubois, du 32ᵉ d'artillerie.

Il s'agit, une fois encore, de sauver une situation des plus compromises.

Ce qu'était l'île africaine quand l'autorité de la France s'y implanta, M. Gabriel Hanotaux nous en fait un magistral tableau, dans sa préface au livre du général Gallieni : *Neuf Ans à Madagascar*. « Dans l'ensemble, une forêt profonde, impénétrable, où des tribus hostiles vivaient en un isolement farouche; au centre, un plateau cultivé, habité par deux peuples, les Hovas et les Betsileos, que soulève un demi-éveil de la civilisation, mais en proie aux exactions de la Cour et des grands. Sur la côte, quelques ports, des rades de fortune par où filtre un commerce rare et où s'accrochent les premières racines d'une précaire colonisation.

« De Majunga à Tananarive, une route semée des carcasses de nos voitures Lefèvre, bossuée par les tombes de nos soldats. De Tamatave à la capitale, un sentier de filanzanes, avec des dénivellations subites de 600 mètres et plus : fondrières et coupe-gorge. Brochant sur le tout, les incursions des pirates, des

rebelles, des « Fahvalos » fomentées par l'anarchie invétérée, les misères de la guerre et les intrigues de la Cour. »

M. le gouverneur civil Laroche, en dépit de son énergie et de ses capacités d'administrateur, n'est point parvenu à rétablir la paix. Arrivé après l'expédition de 1895, dirigée par le général Duchesne, s'il a obtenu la formule définitive du protectorat, il est venu trop tôt, avant l'apaisement qui suit une conquête. Le nouveau régime n'a pas calmé l'intense agitation des trois à quatre millions d'âmes malgaches. La lutte s'éternise entre les populations nigritiques, principalement les Betsimisarakas et les Sakalaves formant la majorité, et la race hova qui a établi sa domination sur elles.

Malgré un voisinage de cinq ou six siècles sur les plateaux et dans les vallées de l'Ile, l'accord n'a jamais pu se faire entre les Noirs et les Hovas, ces hommes à pommettes saillantes, aux yeux bridés, aux crins lisses, immigrés, en des temps reculés, des archipels malaisiens. Le protectorat, en impliquant le maintien de la monarchie hova, assure la suprématie que cette race, certainement mieux perfectible

que les autres, mais oppressive, s'est attribuée sur elles, écarte de nous nos alliés de la première heure, les Betsimisarakas de la côte Est qui nous avaient accueillis en libérateurs; et il ne nous acquiert pas pour cela la reconnaissance des Hovas, aux yeux de qui nous restons des envahisseurs. Leur parti intrigue contre nous et fomente sourdement la révolte dans le centre de l'Ile, où tout est à feu et à sang.

De plus, les querelles religieuses menacent de diviser la contrée entre deux confessions rivales, et un décret récent, abolissant trop brusquement l'esclavage, vient de porter l'anarchie au comble.

La rude répression du commandant Ganeval n'a pas ramené le calme. Le corps d'occupation français ne peut s'aventurer à plus de quelques lieues de Tananarive; tout négociant, explorateur, prospecteur qui se risque au delà, se fait assassiner.

Bref, le désordre est complet et ne profite qu'à ces bandes de rebelles qui, dans tous les pays du monde, surgissent aux périodes de perturbation. Le Fahvalo est le véritable roi du pays.

Avant le départ du général Gallieni, le Parlement a déclaré Madagascar colonie française, par la loi du 6 août 1896. Réunissant en ses mains les pouvoirs civils et militaires, il prend la direction de la colonie en septembre, avec le titre de Résident général de France, qu'il échangera, ensuite, contre celui de Gouverneur général de Madagascar et Dépendances.

Ce qui est un mystère pour tout le monde n'en est pas un pour le pacificateur du Haut-Tonkin. La Cour de la Reine Ranavalo III peut bien, comme, jadis, la Cour annamite, rester muette sur la cause des troubles du pays, tout en protestant de sa soumission au Gouvernement de la République, le nouveau Résident n'a pas besoin de ses éclaircissements. L'examen de la situation et des causes qui l'ont fait naître suffit à l'élaboration de son plan. Il peut se résumer dans les points suivants : 1° Décapiter le parti hostile. 2° Établir un premier centre d'influence. 3° Ruiner les influences étrangères. 4° Réprimer méthodiquement la rébellion. 5° Rendre aux populations leurs chefs naturels.

Dès le premier jour, le général marque la plus

arrêtée des volontés, celle de faire respecter la primauté de la France. La Reine, au lieu d'attendre sa visite, viendra, la première, saluer le représentant de la grande nation. Aux hommes d'État qui persistent à conspirer contre nous, un avertissement exemplaire est donné aussitôt. L'oncle de la Reine et le premier ministre, convaincus de complot, sont arrêtés, déférés au Conseil de guerre, exécutés deux jours après.

La mobile âme orientale ignore le décisif et ne se fixe pas pour si peu. Les intrigues continuent, la Cour en est toujours le foyer. Gallieni signale ce grave danger à Paris. Aucune réponse ne vient. Le temps passe. Sakalaves et Hovas vont se moquer de nous. Demain, ce sera peut-être l'insurrection générale. Alors le Résident, chez qui l'acceptation entière des responsabilités est une des formes de la droiture de caractère, et comme la philosophie de la force, envoie, sans plus attendre, un ordre de déposition à Ranavalo. Puis il l'exile à La Réunion, où il déporte aussi les ministres félons. Mais, en même temps, il fait préparer ses bagages, il met tout en règle pour reprendre le chemin de la France au premier appel, si le Gouverne-

ment de la République lui demande raison de son acte.

Devant le fait accompli, personne ne songea à protester. Tout au contraire, le général reçut des félicitations, et l'on afficha le vote de la Chambre des Députés approuvant « les mesures prises et la ligne de conduite suivie à Madagascar ».

Au début du dix-neuvième siècle, la monarchie hova constituait un pouvoir assez fortement organisé et représenté par des souverains qui possédaient d'indéniables qualités de chefs d'État et la volonté de mener leurs peuples dans la voie du progrès; mais leurs descendants, rapidement dégénérés, étaient bientôt tombés dans les excès de l'arbitraire et de la tyrannie. Lorsque le général Gallieni arriva, « la puissance hova n'était plus qu'en façade ». Sa suppression n'accrut donc pas le mouvement insurrectionnel. Dès qu'elle fut abolie, il put passer à l'exécution du second point de son programme, la création d'un centre d'influence.

Ce centre trouva tout naturellement son siège dans la capitale, d'où il devait s'étendre

à la région du plateau central, l'Imerina, qui devint ainsi la citadelle de la civilisation. L'Imerina fut décrétée territoire militaire, divisée en cinq circonscriptions, l'état de siège proclamé, et l'on prit aussitôt des mesures énergiques et rapides contre les bandes de Fahvalos qui ravageaient le pays.

En même temps, pour amener une détente dans les esprits, le Résident général modifia, provisoirement, l'arrêté relatif à l'abolition de l'esclavage, en établissant une période de transition entre l'ancien et le nouvel état de choses. Par ce délai, il calmait la rancune des castes nobles à qui le décret enlevait leur capital d'énergie humaine et il rassurait les récents affranchis, qui n'étaient pas encore pourvus des moyens d'assurer leur existence et celle de leur famille. Certaines pénalités barbares, telle la mise aux fers que l'ancienne justice malgache appliquait aux moindres délits, furent supprimées du même coup. Ces mesures amenèrent au Gouvernement un nombre important d'esclaves libérés qui formèrent, autour de lui, une première et précieuse phalange de ralliés.

Quant à débarrasser la colonie des influences

étrangères, l'opération demandait le plus grand tact.

Ces influences se multipliaient sous le couvert des questions d'enseignement et de propagande religieuse. Les missions françaises, anglaises, norvégiennes, américaines avaient mis la main sur les écoles de Madagascar. « Soutenues et subventionnées par les gouvernements de leurs nations elles avaient, en dehors de leur mission spirituelle et scolaire, une sorte de rôle officiel qui les mêlait d'une façon active aux luttes d'influence engagées alors dans la grande Ile (1). » La souveraineté de la France ne pouvait s'accommoder de cette situation. D'autre part, comment s'y prendre pour abolir cette immixtion dans les affaires politiques de la colonie, sans toucher au principe de neutralité en matière religieuse et sans provoquer des incidents diplomatiques ?

Avant l'annexion, les écoles, toutes confessionnelles, appartenaient, pour un tiers, aux missions catholiques françaises, et aux missions protestantes étrangères pour les deux autres

(1) Général Gallieni, *Neuf Ans à Madagascar*.

tiers. Le protestantisme était la religion d'Etat. Le français n'était enseigné que dans les institutions catholiques. L'esprit simpliste des populations malgaches en déduisit que tout protestant était Anglais et tout catholique Français, et de fréquents conflits, amenés par ces divergences, les jetaient les unes contre les autres.

Rendre obligatoire l'enseignement de la langue française dans toutes les écoles, n'admettre aux emplois publics que les Malgaches possédant cette langue, exiger de la part de ceux qui occupent des fonctions dans la colonie la plus stricte neutralité confessionnelle, créer des écoles officielles sous la direction d'un personnel enseignant demandé en France, telles sont les mesures par lesquelles le Résident général remédia à une situation si complexe, et contre lesquelles les nations étrangères n'eurent à soulever aucune objection.

Au surplus, le général Gallieni témoigna toujours de la plus large tolérance quant aux questions de foi religieuse, sincèrement dépouillées d'arrière-pensée politique et, lorsqu'il lui est arrivé de s'en expliquer familièrement devant des amis, en des termes dont ils goûtèrent

la martiale saveur, ce grand philosophe n'a fait qu'une réserve d'inspiration toute gallicane : « Je suis passé au milieu des catholiques, des protestants, des bouddhistes, des musulmans, des fétichistes, en respectant toujours leur religion, en secondant leurs ministres de tout culte quand ils travaillaient pour la France, mais en les démasquant et les souquant quand ils agissaient autrement. »

Le premier centre d'influence établi, sous l'impulsion du Résident, la vague de civilisation va descendre progressivement des hauts plateaux de l'Imerina jusqu'aux rivages de l'Ile.

L'organisation militaire et administrative. — Cercles et secteurs. — Utilisation civile du militaire. — Collaboration de l'indigène. — Nos officiers colonisateurs. — La vie du soldat.

Muni, à force d'inspections, d'études et d'enquêtes des données nécessaires, ayant appelé auprès de lui ceux qui ont une connaissance approfondie du pays, notamment le savant his-

torien et explorateur Alfred Grandidier, le général Gallieni entreprend l'œuvre de pacification, selon sa méthode habituelle, « où l'action militaire, politique et administrative, dit le futur général Lyautey, forme un tout inséparable ». Gallieni est une de ces intelligences à rayonnement qui procèdent toujours du centre à une périphérie étendue à mesure des progrès opérés, et l'on dirait que son système de colonisation, celui des cercles, n'est que la matérialisation de cette construction mentale si logique et comme sa projection sur l'immense écran des territoires annexés.

Une route d'étapes est créée de Tananarive à Andevorante, pour relier la capitale à la côte. Cette route est protégée par une série de blockhaus, établis aux points dominants; des colonnes de pénétration s'en vont perforer la grande forêt qu'elle traverse de lignes de défenses qui tiendront les Fahvalos à distance. Tananarive est ceinturée d'un chapelet de postes, suivant un cercle d'un rayon de vingt kilomètres. Ce rayon augmente progressivement : c'est ce qui constitue l'occupation mobile. D'autres cercles sont organisés et les opé-

rations militaires qu'on y entreprend, reliées à celles des circonscriptions voisines. Par ces bonds en avant, les rebelles sont sans cesse refoulés vers les frontières de l'Imerina.

Chaque cercle est commandé par un chef de bataillon, ayant sous ses ordres quatre compagnies. Le cercle est divisé en quatre secteurs. Le secteur, création personnelle de Gallieni, déjà mise en œuvre au Tonkin, est un commandement territorial, d'une étendue limitée, afin qu'aucun détail n'échappe à l'attention du chef, entre les mains de qui sont rassemblées l'autorité militaire et l'administration politique. Cet officier, capitaine de compagnie, peut ainsi prendre, sans délai, toutes les décisions d'urgence. Il est choisi avec le plus grand soin. Son rôle est de première importance dans le vaste organisme de la colonie. On peut même dire qu'il constitue l'élément actif de la cellule coloniale représentée par le secteur. Il est responsable vis-à-vis du commandant du cercle; il dispose des troupes du secteur, il commande aux autorités régionales.

Les indigènes conservent, en effet, une grande part dans l'administration du pays; ils sont

maintenus dans le droit chemin par une surveillance étroite, mais le Gouvernement recommande d'utiliser leur collaboration et leur expérience, afin de respecter les usages et les coutumes des habitants. Dans un ordre d'idées analogue, en créant les cercles, on s'est efforcé de conserver les anciennes divisions administratives locales et les groupements ethniques. Le double but politique et humain est ainsi atteint.

Lorsque survient l'heure de l'action politique et administrative, c'est au chef de secteur qu'il appartient d'employer les dons d'ordre pratique qui complètent si heureusement les aptitudes guerrières du soldat français, c'est à lui d'appliquer ce que Gallieni nomme, dans un de ses pittoresques raccourcis de pensée, l'*utilisation civile du militaire*.

Notre soldat fraternise volontiers avec les nationaux que séduit son allure bon enfant. Devenu maître d'école professionnelle, il trouve aisément, en eux, des apprentis dociles. Il groupe, sous sa direction, quinze ou vingt Malgaches, vite apprivoisés, dressés à un travail sans excès qui régularise heureusement leur

vie et en améliore les conditions. Bientôt, leurs paillotes se transforment en cases de torchis, les cases en maisons, et l'esprit d'imitation, puis l'amour-propre aidant, les métiers, le commerce s'épanouissent, et l'organisation économique d'une province est rapidement assurée.

Le plus vif désir du Gouverneur, c'est de voir le conquérant se transformer en colon. L'homme qui a pris lentement possession du sol se met à l'aimer. De plus, il a la connaissance exacte du pays, de la langue, des obstacles à vaincre et de la manière d'en triompher. Il prépare les voies à l'occupation civile, à qui on facilite encore la besogne, en faisant établir des périmètres de colonisation. Il devient le principal artisan du développement de la colonie. En neuf années, le nombre des colons français, à Madagascar, s'est élevé de quelques centaines à six mille.

Quant au corps des officiers, exaltés par l'exemple du « patron » devenu le premier protecteur des peuples qu'il gouverne, ils se donnent passionnément à la réconciliation des régions non soumises. Ils exploitent, avec la

plus habile ténacité, les intérêts rivaux des chefs qu'ils combattent, ceux aussi des différentes peuplades entraînées, parfois à regret, dans l'insurrection. Ils s'appuient sur elles pour dompter le fahvalisme et ils gagnent, alors, rapidement du terrain; leur action volontaire, continue, méthodique, semble s'empreindre des procédés mêmes de la nature : l'apaisement s'opère par ondes concentriques et, grâce à leur opiniâtreté, grâce à la vaillance des soldats européens et des tirailleurs sénégalais, engagés dans les opérations de répression souvent les plus pénibles, en moins de dix mois, les efforts tentés par le nouveau Gouvernement ont abouti à la pacification de plus de la moitié de l'Ile. C'est le triomphe du système de *la tache d'huile*. C'est qu'ils ne sont pas rares, ceux d'entre nos chefs qui se risquent en héros dans les contrées insurgées, s'exposant souvent aux coups des rebelles, pour les convaincre, sans effusion de sang et sans ruiner le pays. Ils sont les incarnations modernes de la force bienfaisante que l'antiquité personnifia par Hercule, puissant et débonnaire. Comme lui, ils purgent le monde des monstres et des fléaux. L'un d'eux, celui-là

même qui devait devenir, à cette école, l'éminent pacificateur du Maroc, le commandant Lyautey, l'organisateur de la partie sud de Madagascar, écrivait alors : « Une expédition coloniale devrait toujours être dirigée par le chef désigné pour être le premier administrateur du pays après la conquête. »

A ce chef, promu ici commandant de cercle, Gallieni conserve une grande initiative personnelle. Il lui adresse des directions d'ensemble très précises. Il lui demande de suivre un plan général d'organisation de travaux publics; mais, quant au reste, il lui épargne les minutieux règlements bons pour les incapables et les paresseux; il lui apprend à se purifier le cerveau des habitudes de routine, en faisant un constant appel à son bon sens, à son esprit d'observation. Il éveille en lui le goût des responsabilités.

Sans cesse en mouvement, le Gouverneur parcourt dans toute son étendue la belle Ile, l'Ile à forme étrange, taillée en hache de silex et plantée devant le continent africain, comme pour affirmer le grand rôle que joue notre patrie dans cette partie du monde.

Le pays est sans chemins. Rien que des sentiers que les chevaux ne peuvent suivre. Le général se fait transporter par bateau le long des rivages, débarque sur un point de la côte où des équipes de bourjanes viennent le prendre en *filanzane,* l'inconfortable chaise à porteurs indigène, pour le conduire dans l'intérieur et le ramener à une autre escale, où il retrouve le vapeur. Parfois, la tournée dure quatre mois consécutifs.

Plus tard, il multipliera les routes, lancera la voie ferrée de Tananarive à la mer, fera creuser les 122 kilomètres du fameux canal des Pangalanes, entre Tamatave et Tananarive, et il voyagera, alors, en bateau, à cheval, en voiture, en automobile, en chemin de fer. « La route le suit et naît sous ses pas. En circulant, il crée la circulation ! » s'écrie, devant cette merveilleuse activité, notre éminent historien, Gabriel Hanotaux.

Lorsque, au bout de deux ans de séjour, il constate que la pacification est générale, les âmes ramenées au conquérant par des actes de clémence et la certitude que s'ouvre pour elles une ère heureuse, il peut être fier de lui-même

et de ses braves. Pour mener à bien sa tâche, dans ce pays de nature tourmentée, plus vaste que la France et dont des districts entiers étaient restés jusqu'alors à peu près inconnus, il a disposé de moins de 15.000 hommes, dont 10.000 miliciens malgaches et tirailleurs sénégalais et un bataillon de légion étrangère, troupe d'élite, dont il avait réclamé l'envoi.

Tout comme le capitaine de 1878, le général Gallieni est resté soucieux du bien-être de ses troupes jusqu'à l'extrême sollicitude, scrupuleusement ménager des vies humaines, du précieux instrument de civilisation que la nation lui confie. Une brochure de sa main, datée de 1905, *La Vie du Soldat*, dit ses préoccupations à ce sujet et, par conséquent, ses décisions, basées sur ce principe absolu que, devenu ministre de la Guerre, il devait proclamer du haut de la tribune de la Chambre des Députés : « On n'obtient rien du soldat français si on ne le traite pas avec la bienveillance à laquelle il a droit. »

La mise en pratique du système des masses qui permet de former un tout avec le budget particulier à chaque compagnie, et d'en em-

ployer l'excédent à l'achat de bien des choses que l'intendance ne peut fournir, objets nécessaires ou agréables aux hommes; le remplacement des grandes constructions militaires, des casernes, trop difficiles à édifier, par des groupes de petites maisons, dont le type se rapproche de la case indigène; les prescriptions d'hygiène et de propreté; les mesures prises contre les épidémies et contre l'alcoolisme; l'autorisation pour les tirailleurs sénégalais et malgaches de vivre en famille avec leurs femmes et leurs enfants; une licence semblable accordée aux soldats européens des postes éloignés de tenir ménage avec des femmes du pays, dût la morale exacte y perdre quelque peu, au bénéfice du moral et de la santé, tout, jusqu'à la variété amusante des menus composant l'ordinaire des troupes, jusqu'à l'organisation de travaux divers, de distractions telles que conférences, lectures, séances de musique, jeux, fêtes de gymnastique et de bienfaisance, jusqu'à des courses de taureaux, tout a été fait pour épargner au soldat les angoisses de la nostalgie et de l'ennui, tout a été tenté pour maintenir les bonnes volontés tendues vers le but commun.

Sans cesse, aussi, la grandeur de ce but leur est rappelée par quelques fortes paroles du chef, qui donnent un sens supérieur à l'activité générale et en font une des plus belles formes de l'amour de la patrie.

L'organisation judiciaire. — Les droits de l'indigène. — Travaux publics. — L'essor du commerce et de l'industrie. — L'Académie Malgache. — L'Assistance médicale. — La Fête des Enfants. — Un programme entièrement rempli.

Les nationaux n'en bénéficient pas moins de cette attention que rien ne lasse. Nous sommes chez eux. Gallieni ne veut pas que le vainqueur se laisse aller à l'oublier jamais. Que l'occupation soit douce aux peuples conquis; qu'ils y trouvent une tutelle fraternelle pour l'accomplissement du grand voyage de la vie. Telle est la tradition que Dupleix a transmise à nos maîtres coloniaux, que la France n'aurait jamais dû abandonner et qui a été si fructueusement reprise par les Anglais dans l'aménagement de leur immense empire.

A l'occasion, le Gouverneur de Madagascar fait même primer les besoins de l'indigène sur ceux du colon. Il réorganise la justice. Elle instaure des tribunaux avec Cour d'appel, où les naturels peuvent appeler des sentences rendues par les tribunaux locaux, comme cela se passe aux Indes. La coutume malgache, unifiée et rédigée, forme un code de l'indigénat que les légistes déclarent être un véritable modèle du genre.

Les institutions indigènes, reconnues bonnes, sont maintenues et améliorées. Telle celle des *Fokon'olona*, sorte d'assemblées administratives populaires, dans lesquelles les délégués des villages discutent les intérêts des habitants, et qui ont cette supériorité sur nos conseils municipaux et généraux, que les femmes, de seize à soixante ans, en font partie, comme les hommes. Ces groupements organiques suppriment les élections et les inconvénients de la politique locale.

D'immenses travaux sont entrepris sur le sol malgache, un des plus bouleversés du globe. La protection militaire de l'Ile est assurée par l'aménagement du magnifique port naturel de

Diego-Suarez, pour la direction des travaux duquel le Gouverneur demanda « un officier supérieur du génie, du plus haut mérite », le colonel Joffre, qui devint bientôt général. Des routes en croix sillonnent la colonie. Celle de Majunga reçoit un Decauville. Celle de Tananarive à Tamatave est peu à peu doublée par la voie presque parallèle du chemin de fer, voie que continue sur l'Océan la ligne des paquebots qui relie la capitale à La Réunion et à nos possessions d'Asie. Du jour où la création de cette ligne fut décidée, la conquête de Madagascar prit toute sa signification. La grande terre devint par là une base stratégique de première importance, pour la reconcentration et le ravitaillement de nos escadres, à destination d'Extrême-Orient.

La renaissance du commerce et de l'industrie est la conséquence immédiate de cette administration. Des écoles professionnelles s'ouvrent de tous côtés, pour l'enseignement de la charpenterie, de la menuiserie, de l'ébénisterie, de la poterie et de la céramique, de la tannerie et de la peausserie, de l'horlogerie et de la bijouterie. Des industries, presque tombées

dans l'oubli, sont relevées, telles celles de la soie et de la rabane, c'est-à-dire du tissage des fibres végétales. Des ateliers de dentellières raniment l'art charmant de la guipure malgache.

Le Gouverneur favorise l'élevage des bœufs qui constitue une des principales richesses du pays, les Malgaches étant des éleveurs émérites. Il a fait venir des taureaux de France, pour améliorer la race, et les concours agricoles de Tananarive ne le cèdent en rien à ceux de la métropole. Il institue des foires régionales très fréquentées et, pour tenir en haleine indigènes et colons, patrons et employés, le *Journal Officiel* de Madagascar publie mille renseignements utiles et maintes chroniques contenant des procédés d'agriculture et d'élevage, voire des résultats d'expériences tentées au Jardin d'Essai de Tananarive, qui a été créé sur le modèle de celui d'Alger. Le *Journal Officiel* est doublé par une feuille en langue malgache, *Le Vaovao.*

L'indigène vit principalement de la rizière; nécessité fut donc de perfectionner les systèmes d'irrigation. Dans les grands centres, les

services municipaux ont été si bien réglementés que, depuis leur établissement, il n'y eut pas de rupture de digue qui n'ait pu se réparer dans la journée même, toute la population, dressée d'avance à ce travail, accourant au premier appel.

Des imprimeries se fondent. C'est à l'imprimerie officielle de Tananarive qu'échoit l'honneur de composer, avec un goût remarquable, le *Rapport d'ensemble sur Madagascar,* en deux gros volumes, adressé par le Gouverneur général au ministre des Colonies; ce rapport est à lui seul un monument, dont la rédaction suffirait à absorber, pendant plusieurs mois, l'activité d'un homme laborieux.

Par des publications de toute sorte, la connaissance de l'Ile est largement vulgarisée. Le général Gallieni a réclamé à Paris une mission composée d'officiers du service géographique de l'armée, pour dresser la cartographie de Madagascar. En 1900, une carte à grande échelle sort des ateliers de Tananarive, constitués uniquement par des dessinateurs et des graveurs malgaches, afin de continuer les travaux topographiques des PP. Roblet et Colin.

En 1902, le Gouverneur ordonne la préparation d'un atlas général qui comprendra une quarantaine de cartes.

L'enseignement primaire, fortement encouragé, assure la diffusion du français et, après neuf ans de séjour, son proconsulat terminé, le général Gallieni ne quittera pas la colonie, sans avoir entendu les petits Malgaches jouer par les rues dans la langue de Gavroche.

Les Hovas sont sensibles au charme de la parole, à l'art des beaux discours ; de là à songer à les attacher à une tradition littéraire jusqu'alors inexistante, il n'y avait que l'épaisseur d'un parchemin, celui qui reçut le décret de création de l'Académie de Madagascar. Cette compagnie groupa, sous la présidence de M. Gustave Julien, qui possède à fond la connaissance du madécasse, des Européens et des indigènes lettrés; elle fut chargée de rédiger divers ouvrages dans cette langue, afin d'en faire apprécier les beautés à ceux qui la parlent, et de patronner deux publications, la *Revue de Madagascar* et un autre périodique, *Notes, Reconnaissances et Explorations,* tous deux placés sous les auspices du Gouverneur. Tout

le monde collabore à la très intéressante et vivante *Revue de Madagascar,* tous ceux qui peuvent y apporter des récits et des renseignements, sur les multiples questions qui intéressent les différentes parties de l'Ile. C'est une sorte de tribune qui sert à mettre la métropole au courant des travaux entrepris, des résultats obtenus.

L'assistance médicale assure des soins aux habitants de la colonie, livrés, jusque-là, au seul art des sorciers et des devins. Tananarive devient le siège d'une école de médecine, confiée à la compétence du Dr Fontoynont, ancien interne des hôpitaux de Paris. Des cours d'hygiène générale et d'hygiène infantile sont institués dans les villages, une école de sages-femmes dans la capitale, ainsi qu'une maternité modèle que vient diriger le Dr Villette. Ces mesures provoquent l'augmentation de la population par la diminution de la mortalité. D'autre part, le Gouverneur, désireux d'assurer la fécondité de la race hova, frappe d'un impôt les célibataires et, pour honorer les familles nombreuses, il rénove une fête délicieuse qu'il a déjà vu célébrer, sous une forme différente,

dans les diverses régions de l'Indo-Chine française, la Fête des Enfants.

Le jour où elle a lieu appartient tout entier aux petits et à leurs mères. Ils circulent, joyeux, par les rues des villes et des villages, vêtus d'habits neufs, pour aller visiter leurs parents et leurs amis qui les comblent de jouets et de friandises, puis, pour se rendre à des divertissements donnés en leur honneur. Le général Gallieni voulut présider, en personne, à la reconstitution de ces cérémonies qui, désormais, eurent lieu chaque année, dans toute l'Imerina, le premier dimanche d'avril, à la belle saison, alors que les travaux agricoles ne retiennent pas encore les Malgaches aux champs. Elles groupèrent parfois jusqu'à 20.000 enfants de cinq à douze ans. Entouré de ses officiers et de dames européennes, il assista aux réjouissances offertes à ses jeunes administrés, à leurs danses, à leurs chants; il leur distribua lui-même récompenses et cadeaux, sans oublier les mères, qui reçurent aussi des présents, et dont quelques-unes n'étaient pas entourées de moins d'une vingtaine de rejetons.

Aucun point de l'immense organisme n'a été

négligé par l'étonnant travailleur. Lorsqu'il dressera lui-même le bilan de ses efforts, la plus belle des conclusions tombera tout naturellement de sa plume, amenée par les faits :

« Le programme que je m'étais proposé de réaliser à Madagascar peut se résumer ainsi :

« 1° Au point de vue politique et administratif, pénétrer dans toutes les parties de l'Ile, y rétablir l'ordre et la sécurité et assurer partout l'autorité incontestée de la France;

« 2° Faire à notre commerce national une situation privilégiée;

« 3° Réduire les charges qui résultaient pour la France de sa nouvelle acquisition; à cet effet créer le plus tôt possible à la Colonie des ressources lui permettant de se suffire, tout en n'imposant les populations que dans les limites de leurs moyens;

« 4° Permettre aux colons de faire œuvre d'initiative en supprimant les entraves que l'ancien Gouvernement malgache avait apportées à leur activité, en donnant toutes les garanties voulues à l'exercice de leurs droits et en mettant à leur disposition un outillage public et des moyens de transport suffisamment perfectionnés;

« 5° Améliorer les conditions d'existence des indigènes, préserver la race de la déchéance dont elle était menacée, élever le niveau intellectuel et social des populations, en respectant le plus possible leurs coutumes et leurs institutions traditionnelles.

« Ce programme a été entièrement rempli. »

Cette dernière phrase est une révélation. Ne nous dit-elle pas pourquoi le général Gallieni n'a jamais voulu faire de politique ?

La réalisation de ce programme n'aura pas coûté à la France de bien grands sacrifices financiers. Au moment où le général quitte la jeune colonie, elle exige encore de la métropole une dizaine de millions par an. En revanche, elle lui achète chaque année pour 25 millions de marchandises et fournit à son industrie pour 15 millions de produits. Depuis lors, elle suffit à toutes ses dépenses, au moyen de ses seules ressources. La subvention de 2 millions, qui lui fut accordée au début, a été supprimée sur la proposition du Gouverneur général en 1903.

Le chef et l'homme. — Son caractère et sa personne. — La France puissamment représentée.

Rien de ce qui peut augmenter la renommée de la nation qu'il représente n'est omis par le général Gallieni. Son patriotisme, rigoureusement dépourvu de déclamation, ressemble, par le sentiment permanent du pays et de sa grandeur, au patriotisme anglais, et, peut-être plus encore, à celui de Rome. Par la pensée, les actes et la parole, Gallieni est un Romain et il est, sans doute, un Romain de la conquête enraciné au sol gaulois.

Il sait la force du prestige, principalement sur les demi-civilisés. Il donne, à toutes les manifestations destinées à affirmer la souveraineté de la France, un caractère de solennité que lui-même traduit à merveille. Dans ses discours et ses écrits, il atteint, du premier coup, à travers une forme toujours forte, claire et mesurée, à une sorte de dignité sobre et majestueuse qui est bien dans la tradition de nos représentants, depuis les Capétiens jusqu'à la

Révolution de 89 et au premier Empire; ils rayonnent de cette saisissante noblesse de pensée qui ramène l'esprit aux plus belles époques de la France chevaleresque.

Par nature et par goût, c'est l'homme le plus simple et le plus frugal. Un lit de camp, un bon cheval et un régime d'ascète, voilà, personnellement, tout ce qu'il lui faut. Il déteste le faste qui encombre, le décor qui asservit. Pour lui, le vrai luxe est dans l'esprit. Mais, quand il se montre en public, c'est la France qui paraît sous l'aspect de son mandataire. Alors, il ne sort qu'entouré de plusieurs officiers. La livrée de ses gens est éclatante. Il passe... Les postes lui rendent les honneurs, les clairons sonnent aux champs. S'il est à cheval, son porte-fanion l'accompagne. Une troupe de jeunes Hovas voltige autour de lui, dans l'apparat de leurs uniformes de spahis rouges qui flambent splendidement sous le soleil d'Afrique. Les plus nobles et les plus riches familles de la contrée ont offert leurs fils, avec l'espoir de les voir choisis par le Gouverneur pour ce poste ambitionné de garde du corps.

Ces allures nourrissent la curiosité des popu-

lations et, lorsqu'il rentre à Tananarive, après une de ses longues pérégrinations à travers l'Ile, les Malgaches accourent en foule de leurs villages, fussent-ils à cinquante et soixante kilomètres de distance, pour voir passer le grand Français.

Au Palais du Gouvernement, il donne des fêtes et des réunions où l'on brûle d'envie d'assister. La courtoisie et le goût parisien y trouvent prétexte à déploiement. Des jours à l'avance, les femmes indigènes rêvent d'y promener, sous les ruissellements de lumière que versent les lustres, des robes où chatoient toutes les couleurs des fleurs des tropiques.

Le général Gallieni paraît à ces soirées dans l'éclat de sa haute réputation. Son attitude est impressionnante de simplicité, d'autorité naturelle, son accueil affable. Le corps, long, maigre et sec comme un cep de vigne, supporte une tête allongée, à la forte ossature. Le visage, d'une maigreur ascétique, comme dépouillé du superflu par la flamme intérieure, le sévère visage de moine espagnol, n'est que nerfs et muscles fins. La saillie énorme des arcades sourcilières, avec leurs touffes de poils roux,

les larges méplats du front, le nez en bec d'aigle, la courbe puissante des maxillaires, la moustache drue et surplombante, enfin, la lumière, qui perce comme une lame, des yeux d'un bleu-vert étrange et placés très haut, disent une énergie qui paraît aller jusqu'à la dureté.

Le général a grand air. Il faut attribuer à cette allure supérieure, à cette aisance innée qui met les gens en confiance, tout en leur imposant le respect, une part de son prestige. Artisan de la plus démocratique des œuvres, il possède une de ces natures éminemment patriciennes, telles qu'on en rencontre souvent dans nos provinces des Pyrénées.

Tout d'abord, en apercevant ce cadet de la rude Gascogne, haut perché sur ses jambes, on pense à quelque grand oiseau taciturne. Puis, devant ce masque pétri de force et de volonté, on revoit l'un de ces colonels du premier Empire, dont Géricault a peint superbement la noble brutalité. Mais, dans la causerie, la physionomie prend de l'aménité, la voix posée qui, pour ainsi dire, sculpte les mots avec une minutieuse précision, se revêt de bienveillance; derrière le lorgnon, l'œil, un peu bridé, est

plein de finesse, voire de malice méridionale et, en cherchant bien, on trouverait dans toute la personne, réservée, presque distante, une nuance de timidité. Dans l'action, il est tout autre, prompt, autoritaire, intransigeant et, sous son austérité, passionné. Il y a en lui du moine et du soldat. Froid dans la délibération, il est, au fond, tout brûlant d'ardeur mystique : sa religion, c'est la France. Au Moyen Age, il aurait fait un grand abbé colonisateur. Sa colonie se fût nommée Cluny ou Clairvaux, il eût été, lui, saint Hugues ou saint Bernard; par sa stature même, étroite, longue et stricte, ne semble-t-il pas un saint de pierre descendu d'un portail gothique ?

Ses familiers le disent extrêmement bon, d'une bonté charmante qui touche à la sentimentalité dans les affections de famille et dans l'amitié. Il faut les croire, car, si par ses facultés géniales, il a soulevé des enthousiasmes sans réserve, il a, par ailleurs, suscité ces absolus dévouements qui ne s'offrent qu'aux grandes âmes.

Par-dessus tout, c'est un homme juste. Il aime à exalter par la parole et les écrits les

mérites de ses collaborateurs et, en retour, rien ne lui est plus précieux que leur estime et leur approbation. Le fait d'être choisi par lui constitue un brevet de valeur. Nul ne sait mieux ni plus vite distinguer quelqu'un. Il le juge en dix questions. Et, comme il ne recherche ni des complaisants ni des courtisans, mais des capacités, sa sélection écarte impitoyablement les médiocres et ne retient que les bons. De ceux-là, il extrait le maximum d'effort : « Il crève les gens, mais on se fait volontiers crever pour lui », dit plaisamment l'un de ceux qui le connaissent le mieux, parmi les officiers ayant servi sous ses ordres, le lieutenant-colonel Herqué.

C'est que, d'une part il prêche d'exemple : sa résistance est extraordinaire, il travaille douze à quinze heures par jour, il se tient au courant de tout, il lit tout, il sait tout, et de l'autre, fidèle dans ses attachements, il veut que quiconque fut à la peine soit à l'honneur; il exige l'avancement de ceux qu'il propose; rien ne l'en fait démordre.

Chef rigoureux, il n'y en a pas de plus sensible au repentir sincère, ni de plus prodigue en encouragements. A quiconque l'a méritée,

il accorde son aide morale et matérielle. Il connaît trop les dures conditions de la vie coloniale, pour se montrer inflexible, quand la faute peut être rachetée. S'il sait que, parfois, il se glisse dans le groupe des colons quelques aventuriers qui ne sont point des modèles de vertu, il sait, aussi, l'effet lustral du travail et de l'effort récompensé sur les consciences peccables. « On ne colonise pas avec des rosières. » Combien de fois n'a-t-il pas coupé court, par ce mot typique, aux discussions et aux « potins » inévitables dans le cercle des gens venus d'Europe?

Accessible à tous ceux qui ont un rapport intéressant à lui faire, une idée à lui proposer, il est le premier à tirer parti de leurs facultés. Ses dons prodigieux d'assimilation lui font entrevoir, à l'instant, l'avantage possible de n'importe quel projet soumis à son appréciation et le moyen de le réaliser. En un mot, c'est un artiste, un grand architecte de la colonisation. Il a l'art de construire une œuvre, de découvrir et de grouper autour de soi les collaborateurs nécessaires à la pleine exécution de ses plans et il apporte, dans le détail, cet amour du fini,

cette conscience jamais lasse qui décèlent le véritable artiste.

Quant à ses administrés, si, parfois, force lui a été de sévir implacablement contre eux, plus volontiers encore il absout. Mais il donne, alors, au pardon un retentissement qui en multiplie les conséquences à l'infini.

Un joli récit de P.-B. Gheusi, appuyé d'un document photographique, nous montre la place du Gouvernement, à Tananarive, occupée militairement par l'infanterie de marine, la milice indigène et les tirailleurs. C'est le jour de la Foire de mars. La foule des Noirs et des Hovas, vêtements blancs, visages sombres ou bronzés, moutonne derrière les soldats, sous l'éblouissante lumière du Sud.

Au centre, l'état-major casqué de toile, puis les fonctionnaires et les notables.

Dans la poussière, devant la haute silhouette du général Gallieni, les derniers chefs rebelles de Madagascar se prosternent et l'écoutent ; il leur fait grâce de la vie et prononce leur exil à La Réunion. Trois ans après, l'Ile pacifiée, il les rappelle. Avec le même cérémonial, tou-

jours entouré du corps des officiers et des administrateurs, il se les fait amener. Et, par un coup d'inspiration qu'on dirait puisé dans une tragédie de Calderon, il a fait revenir aussi les cercueils de trois des leurs, décédés entre temps à La Réunion, afin de montrer qu'il pardonne aux morts, comme aux vivants, et qu'il leur épargne l'infinie douleur d'être inhumés hors du tombeau des ancêtres. Puis, ceux qui restent, il les déclare libres par une proclamation d'un style hérité, dirait-on, pour l'ampleur de la pensée et du rythme, de quelque proconsul de l'ancienne Rome. « Cette liberté, je vous la rends au nom de la France. Dans quelques jours, vous remonterez avec moi à Tananarive et lorsque, sur la route, vous verrez les villages que vous avez détruits, reconstruits et prospères, les champs dont vous avez brûlé les récoltes, cultivés et en plein rapport, vous comprendrez quelle était votre erreur de combattre la France, à laquelle le peuple malgache doit aujourd'hui l'aisance et la richesse.

« Aimez donc la France et, lorsque de Tananarive vous rejoindrez vos villages et vos

familles, portez-y le souvenir du pardon qui vous est donné et sachez vous en rendre dignes. »

Les chefs jurèrent fidélité et Madagascar, profondément émue, n'oublia jamais.

CONCLUSION

Retour en France. — Au gouvernement militaire de Lyon. — Aux manœuvres de Touraine. — Au ministère de la Guerre.

Au bout de neuf ans de séjour, sur sa demande, le général Gallieni rentre à Paris, en mai 1905. Sa tâche est terminée. « Il a reçu une forêt insurgée; il a rendu une colonie tranquille et prospère (1). »

Fidèle au vœu de sa jeunesse, il s'est montré l'un des plus actifs d'entre ceux qui ont tenté de réparer le recul subi par la civilisation française, du fait de la guerre de 1870, en propageant cette civilisation sur d'autres continents. Il a fait triompher les traditions qu'elle représente, les traditions d'humanité et de libéralisme, déjà suivies par Bugeaud et Faidherbe, en s'efforçant de les élargir et de les adapter aux populations. Il en a tiré une doctrine si franche et si claire, que point n'est

(1) Gabriel Hanotaux. Préface de *Neuf Ans à Madagascar*.

besoin d'être spécialiste en la matière pour en admirer la précise solidité et la philosophie faite de bon sens, de compréhension de la nature humaine et de la vie sociale. Ces traditions, il les a érigées en principes définitifs de science coloniale. Car ce soldat est aussi un savant. Si on a pu dire qu'il n'est pas de grand jurisconsulte sans un système d'ensemble sur le droit, Gallieni et ses illustres devanciers prouvent qu'il n'est pas de grand colonisateur sans un système d'ensemble sur l'art de la colonisation. Leur méthode, extraite directement de la vie, en dehors des idées préconçues, des théories toutes faites, déformatrices de l'esprit d'observation et de jugement, qu'ils ont également haïes, s'appuie sur la seule réalité. Elle lui emprunte de sa souplesse, de son aptitude à se transformer. Elle varie selon le temps, les milieux et les races, et son idéal est de conquérir la mobilité même des sociétés dont elle cherche à favoriser le développement.

Par là, elle s'est livrée à une permanente protestation de fait, plus éclatante que toute protestation de mots, contre la méthode contraire, de violence et d'arbitraire, dont

nos provinces de l'Est auront subi les effets durant presque un demi-siècle.

Le peuple français, artiste et créateur, a l'amour de la vie et l'horreur de toute destruction inutile, caractéristiques de l'artiste qui ont établi sa suprématie intellectuelle et morale dans le monde. Après ses malheurs, il aurait moins que jamais toléré de voir imposer en son nom, aux nations soumises à la France, un mode de gouvernement dont il avait à souffrir pour une vivante partie de lui-même. Les directions émanées de sa psychologie et de ses instincts, et que, suivant leur destinée de maîtres en la question, Bugeaud, Faidherbe et Gallieni ont recueillies, codifiées et appliquées, aboutissent, en matière coloniale, à une forme d'administration tutélaire, à la protection de l'indigène. C'est elle qui assure à notre vaste empire sa puissance et sa prospérité. C'est par elle que la plus grande France est aussi la plus belle France.

Le général Gallieni passe ses périodes de congé dans sa propriété de la Gabelle, en Provence, près de Saint-Raphaël. La demeure est simple et discrète. Elle abrite un véritable

musée, celui des souvenirs rapportés par l'illustre voyageur, et ses innombrables bibliothèques, rangées, cela va de soi, dans un ordre parfait.

C'est là qu'il a rédigé plusieurs de ses récits de campagne, dans cette langue ferme et lumineuse qui en fait un remarquable historien. « Si je n'avais été soldat, j'aurais voulu être écrivain! » aurait-il confié à Gabriel d'Annunzio, l'un de ses plus vifs admirateurs.

A Saint-Raphaël, il partage son temps entre l'étude et les joies que lui donne une famille unie, composée de son fils, de sa fille et de ses petits-enfants. Ses plaisirs sont ceux de l'exercice physique, dont il ne saurait se passer. Il s'y complaît, aussi, à surveiller la culture d'un vignoble, qu'il a fait planter alentour de sa bastide, par besoin de créer de la vie et de l'activité autour de soi, — peut-être, surtout, par une prédilection fréquente chez les hommes d'élite, en général et ainsi que celui-là, invétérés buveurs d'eau, pour nos vins de France qui détiennent en leurs sucs quelque peu du nerf de la pensée nationale.

C'est là encore qu'il s'adonne à la lecture, sa

distraction favorite. Si, en vrai lettré, il revient sans cesse aux livres classiques, presque tout le mouvement intellectuel moderne, livres et revues, tant étrangers que français, passe sous ses yeux. Car il parle plusieurs langues et très bien; il lui arriva, tout un temps, de se promener à cheval, entre le commandant Grüss, son gendre, et le lieutenant de cuirassiers Lobez, l'un tenant la conversation en allemand et l'autre en anglais; si, par aventure, un troisième cavalier s'était approché pour le saluer en italien, le général aurait parfaitement pu lui répondre dans la langue du Dante.

A son retour en France, divisionnaire depuis 1900, grand-croix de la Légion d'honneur, nommé inspecteur des armées coloniales, il se vit offrir le Gouvernement militaire de Lyon. Le pacte de la Triple Alliance aggravait alors les responsabilités du commandant en chef des forces préposées à la défense des frontières d'Italie. Notre sœur latine, absorbée par son avenir économique, n'avait pas encore eu l'occasion de nous prouver sa fidélité à l'idéal commun et, le cas échéant, son intention de

le défendre à nos côtés. Gallieni, se jugeant insuffisamment préparé à ce commandement, le refusa et eut la modestie de prendre celui du 13e corps, à Clermont-Ferrand. Par chance exceptionnelle, sauvé, grâce à son équilibre moral, de ce qu'on peut nommer la dégénérescence orgueilleuse de la personnalité, si fréquente chez les hommes supérieurs, à l'époque de leur âge mûr, il a toujours placé ses satisfactions d'amour-propre dans la gloire du pays, bien plus que dans sa gloire personnelle, d'où la haute tenue de sa vie militaire.

Il a maintenu cette vie rigoureusement étrangère à la politique. Il ne s'est manifesté que par ses actes; il n'a connu qu'un mot d'ordre, celui du vrai soldat : servir.

Ce n'est qu'après s'être pénétré des méthodes de la grande guerre et des derniers perfectionnements de la stratégie moderne, expérimentés sur les champs de bataille de Mandchourie, qu'il accepta Lyon en 1907. L'année suivante, il entrait au Conseil supérieur de la Guerre.

En 1911, il recevait la plus haute distinction

que puisse souhaiter un général français, la médaille militaire. En 1912, lors des grandes manœuvres de Touraine, il commandait un des groupes d'armées et il s'était si bien mis au courant, tant des secrets de la tactique que de ceux de la stratégie, qu'il faillit faire prisonnier tout l'état-major de son adversaire. C'était le prélude du rôle qu'il devait jouer pendant la bataille de la Marne.

En avril 1914, le Gouvernement de la République, désireux de réserver jusqu'au bout à la France les services du grand chef, le maintenait, par une mesure d'exception, en activité indéfinie, au moment où la limite d'âge allait l'atteindre. Trois mois plus tard, c'étaient la guerre et la victoire de la Marne.

Seuls, les gens superficiels furent surpris du talent qu'y déploya cet ancien colonial. Ceux-là, qui supposent nos officiers d'infanterie de marine tout justes bons à se battre contre des sauvages, aussitôt réduits par nos fusils et nos mitrailleuses, n'ont pas compris que c'est à cette école, la première de toutes, que se forment les valeurs, se trempent les caractères, s'aiguisent les volontés, qu'en un mot se

font les chefs. Celui qui se prouve tout à fait intelligent dans la guerre des colonies ne peut pas être inférieur dans la guerre d'Europe. Les Gallieni, les Joffre, les Marchand, les Gouraud, se sont préparés sur la terre d'Afrique et d'Asie à repousser l'envahisseur du sol français.

L'aversion de Gallieni pour toute réclame faite sur son nom a, jusqu'ici, empêché le grand public de connaître les détails de sa vie. Il faut le dire, il est une certaine presse qui s'entend à maintenir ce demi-silence, grâce auquel, d'autre part, l'homme d'action n'est pas fâché de préserver sa liberté. Cette presse spéciale est bien trop appliquée à mener son tapage et sa publicité intéressés autour de quelques célébrités de douteux aloi, à emboucher ses trompettes devant quelques vieilles gloires de théâtre, de café-concert, d'atelier ou d'officine littéraire, issues, en général, du plus authentique cosmopolitisme, et qu'elle n'en prépose pas moins à la mission de représenter la pensée et l'art français devant le monde, pour s'occuper des tranquilles héros qui s'en vont, en silence, affronter la mort au cœur des continents

mystérieux. D'où tant de méprises et cette singulière méconnaissance de notre véritable caractère, de la part de nos amis comme de nos ennemis, jusqu'à l'heure où les événements sont venus leur ouvrir les yeux.

Si le général Gallieni a toujours fui le bruit, il a dû être d'autant plus sensible aux sincères témoignages de reconnaissance qui montèrent vers lui, à l'occasion de l'anniversaire de la bataille de la Marne, par l'intermédiaire de l'autre presse, la bonne, celle qui traduit quotidiennement les battements du cœur national.

A la même date, la croix de guerre lui était décernée, pour une citation à l'ordre de l'armée qui précise la part prise par le Gouverneur militaire de Paris à la victoire du mois de septembre 1914. Elle le fait en termes si sobres, si mesurés, qu'il s'agit, dirait-on, du plus obscur de nos troupiers; mais cette simplicité même a dû toucher au vif l'âme de ce soldat, puisqu'elle unit, par sa modération égalitaire, la valeur du chef à la bravoure des hommes.

Le 30 octobre 1915, le général Gallieni est

entré, comme ministre de la Guerre, dans le Cabinet Briand. A la date où cette étude s'achève, il est trop tôt pour apprécier la première partie d'une œuvre de réorganisation dont les effets se font déjà sentir, mais qui ne pourra être réellement jugée que d'après l'ensemble.

Dans cette vie d'une si belle ligne, toujours ascendante, par progression de force et de volonté, et pure des inquiétants à-coups de la chance, le destin s'est complu à des répétitions de faits, sans cesse accrus en importance et en gravité. Il a replacé obstinément cet homme en face de puissants obstacles, mais aussi avec des moyens décuplés d'expérience et d'empire sur soi. Chaque fois que le général Gallieni a été appelé à quelque poste supérieur, ce fut pour sauver une situation difficile, chaque fois, il y est uniquement parvenu par un déploiement intensif d'intelligence et d'énergie, chaque fois, enfin, il a comblé les espoirs que le pays avait mis en lui.

C'est par pur dévouement à sa patrie qu'il a accepté la tâche redoutable de prendre la

direction suprême de la Guerre en ce qui en concerne l'administration et la surveillance générale. Les sentiments de confiante attente que la capitale a manifestés au Gouverneur de Paris, en septembre 1914, sont, aujourd'hui, ceux qu'éprouve la France entière à suivre l'effort de son ministre de la Guerre pour organiser la victoire.

Paris, février 1916.

PRINCIPAUX OUVRAGES CONSULTÉS

La Bataille de l'Ourcq. Étude stratégique. Général BONNAL. — La *Renaissance* du 4 septembre 1915.

Mission d'Exploration du Haut-Niger. Commandant GALLIENI. Paris, 1885.

Une Colonne dans le Soudan français. Lieutenant-colonel GALLIENI.

Deux Campagnes au Soudan français. Préface de Victor Duruy. Lieutenant-colonel GALLIENI. Paris, 1891.

Trois Colonnes au Tonkin. Colonel GALLIENI. Paris, 1889.

Rapport d'ensemble sur Madagascar. Général GALLIENI.

La Pacification de Madagascar. Général GALLIENI, 1900.

Neuf Ans à Madagascar. Préface de Gabriel Hanotaux. Général GALLIENI. Paris, 1908.

La Vie du Soldat. Général GALLIENI, 1905.

Trois Colonisateurs. Capitaine FROELICHER, 1903.

Le Général Gallieni. Lieutenant ELLIE, 1900.

Silhouettes. P.-B. GHEUSI, 1900.

Réception du Général Gallieni. — Publication du Comité de Madagascar. A. JULLY, 1900.

Dans le Sud de Madagascar. Lieutenant-colonel LYAUTEY.

Le Général Gallieni. Colonel MILES. — Le *Correspondant* du 10 janvier 1915.

Notes inédites. Lieutenant-colonel HERQUÉ.

Le Général Gallieni. Marius-Ary LEBLOND. — *Revue Hebdomadaire* du 14 novembre 1915.

La *Revue de Madagascar*.

TABLE DES MATIÈRES

NANCY, IMPRIMERIE BERGER-LEVRAULT — JUIN 1916

